

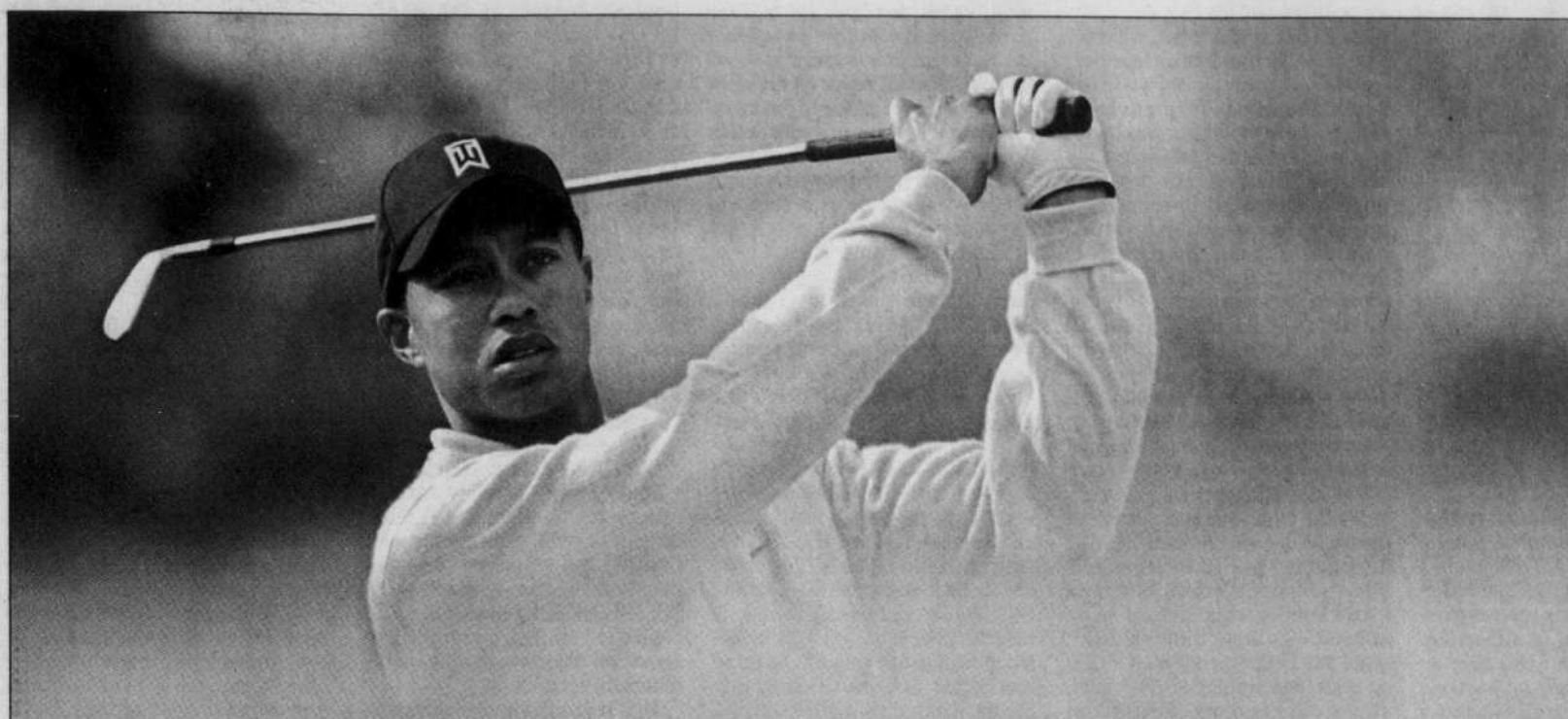


LE DEVOIR

Vol. XCIV N° 160

LES SAMEDI 19 ET DIMANCHE 20 JUILLET 2003

1,95\$ + TAXES = 2,25\$



L'art de se mettre au vert

*Le golf, autrefois affaire d'élite,
gagne en popularité*

JEAN DION
LE DEVOIR

Il y a une quinzaine d'années, l'acteur Leslie Nielsen, rendu célèbre depuis par la série délicieusement absurde des films *Naked Gun*, avait réalisé un court métrage intitulé *Bad Golf Made Easier*. S'y trouvaient évoqués, sur le mode à la fois désopilant et pince-sans-rire qui a fait la renommée de Nielsen, tous les écueils qui guettent le joueur moyen sur le chemin d'une carte de pointage décente dans une discipline en apparence si facile mais en réalité extrêmement difficile à maîtriser.

Comment user d'un scaphandre pour sortir la balle de l'étang. Comment faire comprendre au quatuor qui piaffe d'impatience derrière qu'il aurait intérêt à se calmer le pompon. Comment s'assurer de décrocher une contravention en voiturette.

A cette époque pourtant pas si lointaine, le golf n'avait pas encore le vent en poupe dont il profite aujourd'hui. Sport d'élite réservé aux nantis depuis ses premières manifestations au XIX^e siècle en Amérique et au XVIII^e en Europe, le golf — très probablement du néerlandais *kolf*, « bâton » — s'était longtemps distingué par son côté un peu guindé, ses manières surannées, voire la ségrégation, raciale et sexuelle, qu'il pratiquait sans remords.

Et on n'a pas parlé du clin d'œil entendu que s'adressent les employés lorsque le patron annonce que, par un après-midi ensoleillé, il s'en va « discuter

contrats » avec un client important.

Mais voilà que les choses changent. Dans un monde de bruit et de fureur où les images se bousculent à la seconde, où l'urgence fait foi de tout, le cadre bucolique et le rythme à échelle humaine que propose le golf semblent attirer un nombre toujours plus grand d'adeptes, qui mettent de côté les contretemps liés au long (et jamais terminé) apprentissage de la discipline. « La progression est remarquable », note Michel Fortin, président de l'Association de golf du Québec, qui regroupe quelque 50 000 golfeurs amateurs, dont plusieurs milliers de juniors.

Selon M. Fortin, on compterait jusqu'à 200 000 golfeurs au Québec, ceci incluant les joueurs d'occasion et autres pratiquants du dimanche qui peuvent ne tâter du fer 9 qu'une ou deux fois par été. « L'augmentation est constatée surtout chez les femmes, alors que du côté des hommes, c'est plutôt stable, dit-il. À l'inverse, chez les jeunes, ce sont surtout les garçons qui s'y mettent. » Du reste, les camps d'été orientés sur la pratique du golf, les « cliniques » organisées par l'AGQ et autres cours et sessions de formation affichent régulièrement complet.

Achalandage grandissant, donc, mais aussi démocratisation. Les terrains publics où tout le monde peut jouer à condition de réserver et, souvent, d'accepter de se présenter au tertre de départ aux aurores (plus de 400 dans la province), la forte majorité tout à fait rentables, se répandent aux dépens des clubs privés réservés

« C'est bon pour la forme physique, c'est bon pour la réflexion. Avant, on disait que j'avais tendance à être soupe au lait, mais le golf m'a appris à relaxer. »

VOIR PAGE A 8: GOLF

La Grande-Bretagne en crise

Un scientifique impliqué dans la polémique sur les armes irakiennes est retrouvé mort

REUTERS

Longworth — David Kelly, un scientifique britannique impliqué dans la polémique sur les armes irakiennes, a été retrouvé mort hier et cette découverte a aussitôt suscité nombre de réactions sur la scène politique. La police britannique a déclaré avoir retrouvé un corps correspondant à celui du microbiologiste David Kelly, ancien inspecteur en armement des Nations unies dont la disparition avait été signalée jeudi soir.

Le premier ministre Tony Blair, qui a appris la nouvelle dans l'avion qui l'emmenait de Washington à Tokyo, a promis une enquête judiciaire indépendante si le corps retrouvé s'avère être celui de David Kelly.

« Le premier ministre est évidemment très affecté pour la famille du Dr Kelly », a déclaré un porte-parole de Blair aux journalistes qui accompagnent le premier ministre dans sa tournée asiatique.

Rien n'indique cependant que Tony Blair ait décidé d'interrompre son voyage pour revenir en Grande-Bretagne comme l'y invite l'opposition. Iain Duncan Smith, dirigeant du Parti conservateur, a ainsi déclaré que Blair devrait revenir et que toute enquête devrait couvrir l'intégralité de la question des informations utilisées pour justifier la guerre.



« Ceci pose la question de savoir ce que le gouvernement avait en tête en le poussant sur le devant de la scène comme témoin »

VOIR PAGE A 8: GRANDE-BRETAGNE

IRAQ

Washington frappe à la porte de l'ONU

■ À lire en page A 7

ÉCONOMIE

Le dollar en chute libre?

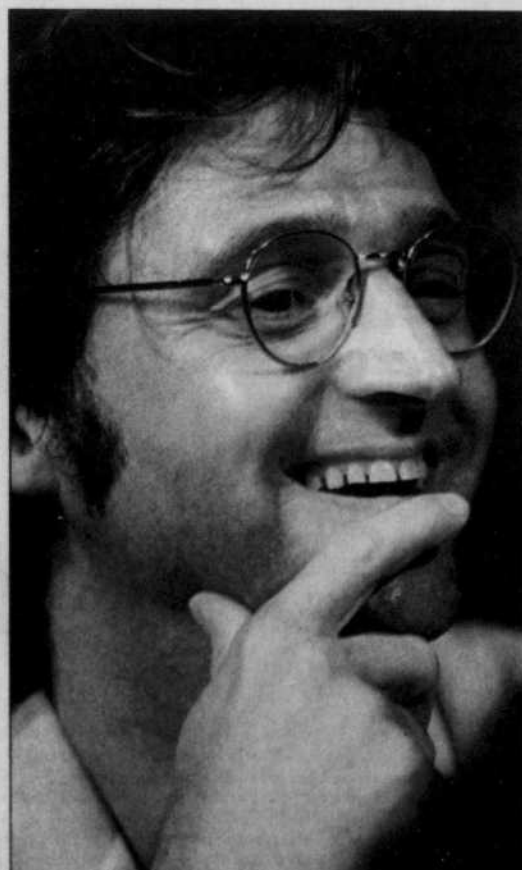
Depuis une semaine, le dollar canadien a perdu 1,59 ¢ de sa valeur pour se situer hier à la fermeture des marchés à 71,06 ¢ par rapport au dollar américain. Le huard serait-il en chute libre? Il semblerait plutôt qu'il faille constater qu'après quelques mois dans les montagnes russes, la devise canadienne est en train de retrouver un niveau qu'on pourrait presque qualifier de normal, en tout cas à un plateau où elle s'est souvent retrouvée depuis quelques années. Carlos Leitao, économiste en chef à Valeurs mobilières Banque Laurentienne, pense que le dollar canadien pourrait se trouver à 70 ¢ la semaine prochaine alors que seront dévoilés les chiffres sur l'inflation.

■ À lire en page C 1

INDEX

Actualités	A 2	Éditorial	B 4
Annonces	C 6	Idées	B 5
Avis publics	C 5	Monde	A 6
Bourse	C 2	Mots croisés	C 5
Carrières	A 6	Météo	C 8
Décès	C 6	Perspectives	B 1
Économie	C 1	Sports	C 8

L'après-tempête



Gilbert Rozon

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les épithètes comme « manipulateur », « pourri », « exploiteur » qui qualifiaient Gilbert Rozon ont pris le champ au profit de « chaleur », « complicité » et « grandeur d'âme »

FABIEN DEGLISE
LE DEVOIR

« C'est la plus belle chose qui me soit arrivée! » Attablé au restaurant VIP du Festival Juste pour rire (FJPR), quelques heures à peine après la fin d'un gala, Gilbert Rozon se veut convaincant. Et le plus drôle, c'est qu'on a envie de le croire, même si le commentaire est pour le moins surprenant.

Car la « belle chose » dont il parle, c'est la descente aux enfers qui a suivi une sombre nuit de son passé. Celle du 17 au 18 février 1998 où, dans une chambre du Manoir Rouville-Campbell, le président du Groupe Juste pour rire s'est fait prendre la main sur le sein d'une jeune croupière. La suite est connue: accusations, poursuites, humiliations publiques, calomnies — il a été traité de violeur, de pédophile en puissance, de monstre... — qui, malgré une entente à l'amiable avec la victime et une absolution inconditionnelle de la Cour supérieure, ont lentement fait

VOIR PAGE A 8: ROZON

MAISON
DES ARTS
DE LAVALFESTIVAL DE TROIS
au cœur des motsTous les lundis
du
28 juillet
au
25 août 20031395, boul. de la Concorde ouest, Laval
Métro Henri-Bourassa, autobus 40 ou 61Billetterie et réservations:
(450) 667-2040 ou (514) 790-1245

Quebec

LE DEVOIR

Acanzo

• LES ACTUALITÉS •

MINI-SOMMET DE L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

Les manifestants anti-OMC seront peu nombreux mais actifs

SÉBASTIEN
DAYCARD-HEID
LE DEVOIR

Hier après midi, le collectif organisateur de la manifestation anti-OMC ne cachait pas son plaisir, lors d'une conférence de presse improvisée. Le sommet des ministres du commerce de 25 pays, qui a lieu entre le 28 et le 30 juillet, a dû se trouver un autre hôtel que le Reine Elizabeth pour ses réunions. Ce sera le Sheraton à deux rues de là. Tout cela à cause du gigantesque dispositif nécessaire pour encadrer leur manifestation. La direction de l'hôtel, qui se plaint de ne pas avoir été mise au courant de l'ampleur du dispositif, a préféré préserver la sécurité de ses clients comme de son personnel.

«Pour nous, qui avons pour but de perturber la tenue de la conférence, c'est une victoire», s'exclame Stefan Christoff, membre du collectif, réuni devant l'hôtel.

Pourtant les manifestants ne seront guère nombreux: Sarita Ahooja en attend un millier en tout, venus de Toronto, Halifax, Montréal. «Il faut être réaliste, c'est les vacances. Et puis les frontières seront certainement plus difficiles à passer.» D'autant plus que Montréal n'est qu'un round de négociations. Les décisions seront prises lors du sommet de Cancun, au Mexique, en septembre, où les 140 pays membres seront représentés.



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

Mais les manifestants seront terminés. «Notre manifestation ne vise pas à influencer l'OMC mais à résister, annonce tout de suite Patrick Cadorette. Nous voulons purement et simplement la disparition totale de l'OMC, pour cela nous ne pouvons pas tous agir de la même façon.» En clair, les organisateurs laisseront le soin à chacun de «résister de la manière la plus pertinente possible». Une manière de

dire qu'il n'y aura pas d'encadrement de la manifestation et donc pas de code de conduite. Même si le collectif affirme haut et fort son respect de la vie humaine et de l'auto-détermination — sans faire mention du droit à la propriété — sa position sur les moyens à employer pour résister est ambiguë. Tout en affirmant pour leur part «ne rien organiser de violent», ils ne condamnent pas formellement l'emploi de la violence, sous toutes ses formes. Anticapitalistes, décentralisés, inspirés par des idées qu'ils qualifient de libertaires — un mot certainement moins connoté qu'anarchisme, vu le nombre de militants qui s'en réclament ou les macarons sur les casquettes — ils minimisent au contraire les éventuels débordements des autres par la violence des institutions: «On ne veut pas se dissocier. Nos destructions ne sont pas comparables aux dommages causés par les institutions financières internationales.» Si la politique de l'OMC sur la propriété industrielle dans le domaine des médicaments pour lutter contre le sida en Afrique a effectivement de quoi choquer, cela impose-t-il ce genre de comportement? Marqués par l'expérience de Gènes, ou un manifestant, Carlo Giuliani, avait trouvé la mort, ils justifient aussi les réactions violentes par l'attitude de la police en général, qualifiée de «service de désordre».

«Si la police attaque, on est bien obligés de se défendre». «Si on pouvait rentrer à l'intérieur, il n'y aurait pas de confrontation avec la police», dit un autre. Et le Black Bloc? «Ce n'est pas une organisation, mais un mode d'action. Nous ne pouvons donc pas les repérer dans la manifestation, puisque le fait de se masquer le visage et de résister activement relève en fait d'un acte individuel», explique Sarita.

Néanmoins, les organisateurs ont voulu «créer un espace pour l'engagement de chacun». De nombreuses actions, de toutes sortes, ont donc été planifiées pour avant et pendant la conférence. Le samedi 26, un teach-in contre l'OMC aura lieu au pavillon Hubert-Aquin, à l'UQAM, pour une journée complète d'ateliers, de présentations et de discussions. Le dimanche 27 juillet se tiendra une marche avec l'association Personne n'est illégal «contre le néo-colonialisme de l'OMC». Les lundi 28 et mardi 29, des snake marches tenteront de perturber la rencontre ministérielle. Un carnaval anticapitaliste clôturera les manifestations le mercredi 30. Cela dit, ceux qui ne sont pas adeptes de la marche pourront toujours «adopter un activiste», selon la formule lancée par le collectif. Les logements manquent en effet pour accueillir des manifestants, d'ailleurs désireux de montrer qu'ils ne sont pas des terroristes.

Le Sheraton prend le relais du Reine-Elizabeth

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les ministres du Commerce de la plupart des États industrialisés — et d'une poignée de pays en développement — prendront part au mini-sommet de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) qui doit se dérouler à Montréal du 28 au 30 juillet prochain.

En tout, 25 pays seront représentés, plus l'Union européenne qui regroupe 15 États. Les États-Unis, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Suisse et Hong Kong y seront, mais aussi la Chine, l'Inde, le Brésil, le Mexique, le Pakistan, l'Argentine, la Corée du Sud, le Bangladesh, le Chili, la Colombie, le Costa Rica, l'Égypte, la Guyane, le Kenya, le Lesotho, le Maroc, Singapour et l'Afrique du Sud.

L'événement aura finalement lieu à l'hôtel Sheraton du centre-ville de Montréal, a confirmé le ministère canadien des Affaires étrangères et du Commerce international, qui en assure l'organisation. Plus tôt cette semaine, l'hôtel Reine-Elizabeth, où devait se dérouler le sommet, a annulé la réservation d'Ottawa, invoquant des motifs de sécurité.

Des regroupements «altermondialistes» planifient effectivement des affrontements entre manifestants et policiers, «dans le but de

faire dérailler» la rencontre — voire de forcer son annulation.

Les contestataires reprochent notamment à l'OMC de «réduire la capacité des gouvernements d'implanter des politiques progressistes en matière de travail, de santé, de sécurité sociale et d'environnement», ainsi que de «mettre en péril les droits des populations de décider de leur propre avenir».

«La réunion met en scène quelques pays qui vont discuter de ce qu'ils vont faire adopter par les autres ensuite», affirmait le mois dernier une porte-parole de la Convergence des luttes anticapitalistes, Mélanie Sylvestre. «Il n'y a rien de démocratique là-dedans.»

En dévoilant la liste des pays participant au sommet, le ministre canadien du Commerce international, Pierre Pettigrew, a tenté de rassurer les contestataires quant au but de la réunion.

«Il est clair qu'à quelques semaines de la rencontre ministérielle de Cancun [mi-septembre], nous devons envoyer un signal très clair, dans le domaine de l'agriculture par exemple, que les membres de l'OMC ont à cœur la réussite des négociations, afin que les pays en développement puissent profiter pleinement de la mondialisation et permettre une amélioration accélérée de la qualité de vie des peuples les plus pauvres de la planète», a-t-il déclaré à la Presse canadienne.

Préparez-vous à changer de voiture.

À partir de **265\$** par mois*
Location 48 mois



Jetta GLS 2003

Plus de 60 caractéristiques de série dont:

Climatiseur • Sièges avant chauffants • Vitres électriques
Freins à disque aux quatre roues avec ABS • 4 coussins gonflables**
Garantie limitée pare-chocs à pare-chocs de 4 ans ou 80 000 km***

Mensualité	Acompte
265 \$	3 050 \$
300 \$	1 500 \$
335 \$	0 \$

Êtes-vous fait
pour Volkswagen?



vw.ca

*L'offre s'applique à une Jetta GLS 2003 de base, 5 vitesses, neuve, en stock. Photo à titre indicatif seulement. Non valable sur les modèles TDI et familiale. Acompte: 3 050 \$. Dépôt: 320 \$. Pour mensualités de 300 \$ et 335 \$, dépôts requis de 350 \$ et 390 \$ respectivement. Transport et préparation inclus. Frais d'inscription au RDPRM (jusqu'à 46 \$) et frais administratifs en sus. Taxe sur climatiseur et droits sur les pneus neufs en sus. Immatriculation, assurances et taxes en sus. 0,12 \$ du km après 80 000 km. Sujet à l'approbation de crédit de Volkswagen Finance, une division de Crédit VW Canada Inc. Offre en vigueur à compter du 4 juillet 2003 chez les concessionnaires Volkswagen participants du Québec seulement. L'offre peut être annulée en tout temps, sans préavis. Quantité limitée. Les stocks peuvent varier d'un concessionnaire à l'autre. Le concessionnaire peut louer à prix moindre. Ne s'applique qu'aux particuliers. **Les coussins gonflables agissent uniquement comme système de retenue supplémentaire et ne se déploieront pas lors de tous les accidents. Boucliez toujours votre ceinture de sécurité. Les enfants doivent toujours prendre place à l'arrière et être maintenus par un système de retenue adapté à leur taille et à leur âge. ***Selon la première de ces deux éventualités. Tous les détails sur vw.ca et chez votre concessionnaire.

EN BREF

Vigile à la mémoire de Zahra Kazemi

(Le Devoir) — La section mont-réalaïse de l'Association de la défense des droits de l'homme en Iran convie la population à une vigile qui aura lieu ce soir à la mémoire de la journaliste Zahra Kazemi, décédée le 11 juillet lors de sa détention dans une prison iranienne. Les manifestants réclameront le rapatriement du corps de la journaliste, qui possédait à la fois la citoyenneté canadienne et iranienne, ainsi qu'une enquête indépendante sur les circonstances de sa mort. La vigile débutera ce soir à 20h30, au square Phillips, dans le centre-ville de Montréal.

30% à 60%

sauf maillots toujours à 20%

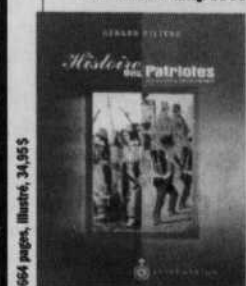
Solde d'été



1007, rue LAURIER ouest,
Outremont
Tél.: 274-2442

Gérard Filteau Histoire des Patriotes

Introduction
de Gilles Laporte



Plusieurs centaines d'essais et d'articles ont été consacrés aux Patriotes. Il n'existe toutefois qu'une seule véritable synthèse, «un seul récit complet et substantiel [...] qui en outre a le mérite d'être efficace sur le plan de la forme et rigoureux sur celui de l'information» (Gilles Laporte).

SEPTENTRION

www.septentrion.qc.ca

Culture et télé pour ne rien manquer

L'AGENDA
chaque samedi

• LE DEVOIR •

POLITIQUE



Plusieurs souverainistes sont venus rendre hommage à François-Albert Angers, parmi lesquels Jacques Parizeau, Pauline Marois et Jacques-Yvan Morin. Sur la photo, le chef péquiste Bernard Landry échange quelques mots avec la veuve et le fils de M. Angers.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Souverainistes et économistes rendent un dernier hommage à F.-A. Angers

PRESSE CANADIENNE

Des universitaires et des militants souverainistes de longue date ont assisté hier matin aux funérailles de l'économiste émérite François-Albert Angers, décédé lundi à l'âge de 94 ans.

Le chef de l'opposition officielle, Bernard Landry, ainsi que des représentants de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal ont pris part à la cérémonie religieuse présidée par le curé de la paroisse Saint-Lambert, Jean-Luc Vannay,

en collaboration avec le père Jean Genest. Proche de F.-A. Angers, ce jésuite lui a succédé à la direction de la *Revue de l'Action nationale*, en 1968.

Jacques Parizeau s'était lui aussi déplacé pour rendre un dernier hommage à celui qui fut son professeur d'économie à l'École des hautes études commerciales de Montréal (HEC). Dans une lettre aux journaux publiée hier, l'ancien premier ministre a souligné l'attachement de F.-A. Angers «pour le Québec et pour la langue et la cul-

ture françaises» et salué avec émotion «celui qui fut le patron de [ses] jeunes années».

Pour sa part, le directeur des HEC, Jean-Marie Toulouse, a rappelé le rôle fondamental de F.-A. Angers dans la transmission des théories économiques et dans la formation d'une génération de gens d'affaires d'ici. Une cérémonie laïque soulignant sa contribution à la vie des idées sera d'ailleurs organisée par les HEC à la rentrée.

Né en 1909, François-Albert

Angers a enseigné pendant quarante ans, en plus de mener une carrière politique bien remplie, hors des partis politiques. Il a notamment été président de la Ligue d'action nationale pendant 30 ans et de la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal entre 1969 et 1973. Il a aussi été l'un des fondateurs du Front du Québec français, devenu le Mouvement Québec français.

Comme il l'avait souhaité, il sera inhumé, à la fin du mois, au cimetière de la Malbaie, dans la région de Charlevoix.

SCIENCE

Découverte d'un gène qui prédispose au cancer

PAULINE GRAVEL
LE DEVOIR

Après les gènes qui prédisposent à la dépression, à la maladie d'Alzheimer ou au glaucome, voici que des chercheurs de l'université du Texas viennent de mettre au jour un gène suppresseur de tumeur qui lorsqu'il est muté induit la formation de tumeurs cancéreuses.

Grâce à cette découverte, il sera désormais possible de dépister les personnes particulièrement à risque de développer un cancer. Une tare de plus parmi tant d'autres que l'on peut maintenant détecter dès le plus jeune âge d'un individu et qui en dévoile le destin. Un destin à découvrir qui le poursuivra toute sa vie!

Dans la dernière édition de la revue *Cell*, le généticien Duoja Pan du Southwestern Medical Center de l'université du Texas à Dallas affirme avoir découvert chez la drosophile un gène, dénommé *hippo*, qui freine la prolifération cellulaire et favorise la mort des cellules, deux processus qui jouent un rôle déterminant dans la genèse des cancers chez l'humain. La preuve: l'extraction du gène *hippo* chez les petites mouches du vinaigre a provoqué l'apparition de tumeurs dans les différents organes de l'insecte.

Vraisemblablement, la mutation de ce gène suppresseur de tumeur donnerait libre cours à la multiplication cellulaire et provoquerait l'extinction du phénomène d'apoptose ou de mort cellulaire, deux événements sous-jacents à la croissance des tumeurs cancéreuses.

L'équipe du professeur Pan a ensuite recherché et trouvé chez l'humain une séquence génétique très semblable à celle du gène *hippo*. Pour en vérifier la similitude, les scientifiques ont ensuite inséré ce gène humain, appelé MST2, chez des drosophiles au lieu et place du gène *hippo*. Les petites mouches ont ainsi été protégées de la formation de tumeurs, et ce, aussi bien qu'en présence du gène *hippo*.

«Il existe plusieurs gènes suppresseurs de tumeur qui lorsqu'ils sont mutés peuvent induire la formation de tumeurs», a expliqué le D^r Pan au *Devoir*. «Certains cancéreux portent des mutations sur les gènes p53 ou Rb, deux des gènes suppresseurs de tumeur les plus connus.

Ces mutations expliquent l'apparition de leur cancer. Mais chez maintes autres personnes souffrant de cancer, ces gènes sont normaux et nous ne savons pas pourquoi ils sont victimes de la maladie. Maintenant, nous pourrions aller voir si le gène MST2 est défectueux.» Car le chercheur suppose fortement que la protéine MST2 puisse être tronquée et donc inactive chez certains humains, ce qui occasionnerait la prolifération anormale de cellules et la constitution de tumeurs cancéreuses chez eux.

La découverte de l'équipe du Texas permettra ainsi la mise au point d'un test de diagnostic capable de prédire si un individu est susceptible de souffrir d'un cancer, qu'il pourra tenter de prévenir par un suivi médical minutieux.

Avant d'en arriver à concevoir un traitement qui permettrait de corriger le dysfonctionnement du gène suppresseur de tumeur, le D^r Pan prévient qu'il faudra élucider le circuit au sein duquel évolue le gène MST2. «Nous devons identifier le signal qui allume ou éteint ce gène, précise le chercheur. Car nous cherchons à accroître l'activité du gène afin que la protéine qu'il produit soit plus abondante et supprime la formation de tumeurs encore plus efficacement. Le gène *hippo* est comme un frein sur une voiture. S'il est absent, la voiture roule à vive allure et devient hors de contrôle, comme un cancer. Or, si l'on sait comment ce frein contrôle le moteur, on peut trouver un moyen de le ralentir en lui injectant moins d'essence ou en posant des pneus qui freineront la vitesse de déplacement. La meilleure stratégie serait de réparer le frein, mais comme ce n'est pas possible de modifier le gène *hippo*, il faut cibler les éléments qui contrôlent le gène.»

Déjà, l'équipe du D^r Pan a remarqué que le gène *hippo* est associé à deux autres gènes suppresseurs de tumeur, dénommés *Salvador* et *Warts*, qui ont également leurs pendants chez l'humain. Les chercheurs ont même observé que l'homologue du gène *Salvador* était muté dans certaines lignées de cellules cancéreuses humaines. Les recherches menées sur la drosophile progressent allègrement. «Près de 70 % des gènes humains ont leurs homologues chez la drosophile, un petit insecte commun qui se prête nettement mieux à l'expérimentation que l'humain», spécifie finalement le D^r Pan.

EN BREF

La Chine élimine les OGM

(Le Devoir) — Trente-deux entreprises agroalimentaires chinoises ont annoncé qu'elles retireraient les OGM des aliments qu'elles

vendent dans l'empire du Milieu. Parmi ces firmes figurent des producteurs de sauce soya du sud de la Chine comme Lee Kum Kee et Amoy ainsi que le fabricant de breuvages de soya Vitasoy. À l'instar de ce qui se passe déjà dans plusieurs autres pays, les produits

de marques connues comme Wyeth, Mead Johnson, Wrigley et Lipton qui sont commercialisés sur le territoire chinois seront également exempts de denrées issues de la biotechnologie. Ces initiatives surviennent au moment où le gouvernement chinois vient

de renforcer sa réglementation en matière d'étiquetage, lequel est désormais obligatoire pour tous les produits contenant des OGM. Autant de mesures que tardent à prendre les Loblaw et Métro, qui continuent d'inclure des OGM dans leurs marques maison.

Appréciez la différence...



console Louis XV

MOBILART
Meubles & décoration

Le plus grand importateur de mobilier européen au Québec

5805, route Transcanadienne, Ville St-Laurent
514 748-9500
(rond point Côte-de-Liesse et Transcanadienne)
Lun - ven 9h à 18h sam 10h à 17h dim 12h à 17h
MOBILART C&R
6529, boul. Décarie, Montréal 514 344-1400
dimanche fermé
www.mobilart.ca

Meubles
Hochelaga
Ltee

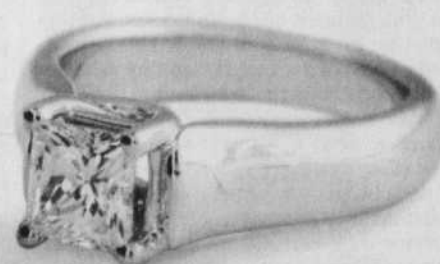
Depuis 30 ans, un nom sans prétention.



Collection
Nouvelle France
Meubles au rabot,
 finition hâssine

Reproduction de meubles d'époque.

8729, Hochelaga (5 min. à l'est de Louis-H. Lafontaine)
514-354-1030 • SANS FRAIS : 1.800.357.1030 • COURRIEL: meubleshochelaga@videotron.ca
FERMÉ LE MERCREDI



Bijoutier autorisé

ROLEX • BREITLING
TAG HEUER • GUCCI
RAYMOND WEIL
MOVADO • FORTIS
MONTBLANC
TECHNOMARINE
SWISS ARMY

EVEREST
CHERBAKA

Joierie • Bijouterie Depuis 1950

8910, BOULEVARD LAJEUNESSE, MONTRÉAL

(514) 388-5358

• LES ACTUALITÉS •

Grève possible aux Postes

Le sursis pourrait être de courte durée

SYLVAIN LAROCQUE
PRESSE CANADIENNE

Ottawa — Les travailleurs de Postes Canada ont peut-être reporté, tôt hier, la grève qu'ils menaçaient de déclencher, mais ce sursis ne durera pas longtemps si les négociations avec la société d'État piétinent, ont prévenu les représentants syndicaux.

L'offre patronale, déposée à 22h jeudi, «ne constitue pas la base d'un projet de règlement, mais pour le moment, elle nous évite de devoir dresser des lignes de piquetage», a déclaré en conférence de presse la présidente du Syndicat des travailleurs et travailleuses des Postes (STTP), Deborah Bourque.

«Nous ne reporterons pas la grève pendant longtemps si les pourparlers s'enlisent», a-t-elle toutefois averti.

Selon Mme Bourque, la menace de grève, qui devait entrer en vigueur à minuit hier, a fait en sorte que Postes Canada prend désormais les négociations «plus

au sérieux qu'elle ne l'a jamais fait jusqu'à maintenant».

«Mais il est encore trop tôt pour célébrer», a souligné la présidente du STTP, qui représente 48 000 travailleurs des Postes.

Tant le syndicat que l'employeur se sont dits prêts à négocier durant le week-end, de façon à en arriver à un règlement négocié.

S'ils n'ont pas débrayé à minuit, dans la nuit d'hier, les postiers devront vraisemblablement donner un nouveau préavis de 72 heures à la société d'État pour exercer leur droit de grève, ce qui signifie qu'un éventuel arrêt de travail ne pourrait débuter, au plus tôt, que mardi matin.

De nombreux points demeurent en litige, dont les salaires, l'indemnité de vie chère, le régime de retraite, les primes de quart, les droits des travailleurs temporaires, les indemnités de congé parental, les effectifs et la sécurité d'emploi.

Malgré l'ampleur de la tâche, Deborah Bourque s'est

dite «confiante» que les parties pourraient s'entendre rapidement, un point de vue que partage Postes Canada.

«On n'a pas de boule de cristal, mais on croit qu'il y a des signes très encourageants puisque les deux parties continuent de se parler», a affirmé un porte-parole patronal, François Legault.

Entre-temps, les postiers ont commencé à ne plus porter l'uniforme officiel de la société d'État, un premier moyen de pression qui pourrait servir à préserver le droit du syndicat à débrayer rapidement. On ne sait toujours pas, par contre, si une éventuelle grève serait générale et illimitée — ou simplement rotative.

Postes Canada dit vouloir freiner la croissance des coûts du régime d'avantages sociaux de ses employés, qui auraient augmenté de 270 millions depuis 2000 et qui pourraient atteindre 850 millions cette année.

Les parties se sont déjà entendues sur «plusieurs enjeux cruciaux», notamment le modèle de livraison des colis, le harcèlement et l'indice du volume de

courrier, a précisé le syndicat.

Sans contrat de travail depuis le début de l'année, les postiers ont voté à 92 %, le mois dernier, en faveur de la grève. Des 48 000 postiers canadiens, 10 500 travaillent au Québec.

Jeudi, la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante a soutenu qu'une grève des postiers porterait un autre coup à l'économie canadienne — déjà affectée par la crise de la pneumonie atypique et le ralentissement aux États-Unis.

D'après un sondage commandé par le groupe de pression, une éventuelle grève ferait perdre des revenus à 73 % des PME et amènerait la moitié d'entre elles à remettre en question leur confiance envers Postes Canada.

Lors de la dernière grève des postiers, dans les jours précédant Noël en 1997, Ottawa avait adopté une loi spéciale pour forcer leur retour au travail, moins de deux semaines après le début du débrayage.

IMMOBILIER

Un été les pieds dans l'eau, pour portefeuilles très bien garnis

Les baby-boomers font exploser le marché des propriétés récréatives

PRESSE CANADIENNE

Québec — Les baby-boomers rêvent de nature et de tranquillité au bord de l'eau. Agés de 45 à 64 ans, ils sont à présent nombreux à acheter des chalets qu'ils veulent impeccables et habitables à long terme d'année. Ils en réclament tant que les prix «montent en flèche».

Tout dernièrement, dans le Bas-Saint-Laurent, un chalet bordant le fleuve a été vendu 75 % de plus que l'évaluation municipale. Cela, dans le temps de la dire.

«Évalué à 69 000 \$, il a été soldé à 120 000 \$», précise l'agent immobilier agréé sous l'enseigne Royal LePage Inter-Québec, Robert Thériault. C'est du reste à Saint-Jean-Port-Joli qu'il exploite son bureau de courtage.

Ce sont des préretraités et aspirants à la retraite de Québec, de Gatineau et de Montréal qui exigent de telles propriétés. «Ils ont de l'argent et, règle générale, paient comptant», continue M. Thériault.

Ils sont prêts à payer cher pour un chalet ou un domaine de quelques arpents au cœur duquel s'élève une maison canadienne.

Ils aiment vivre tranquilles et près de la nature, c'est vrai. Jamais cependant au détriment de leur besoin de sécurité et de confort. Aussi, une cambuse perchée comme un nid d'aigle au-dessus d'une falaise qui dominerait pourtant un panorama sans pareil ne les souleverait pas.

«Ils aiment le calme et la nature et sont en quête de grands espaces. En ville, plusieurs vivent dans des maisons de luxe mais sont captifs de petits terrains. Ils en souffrent», ajoute l'agent immobilier.

Cependant, en achetant un chalet, les 45-64 ans gardent leur pied-à-terre en ville. M. Thériault en est persuadé.

«Sur le bord de l'eau, ne cherchez pas à faire un bon deal, dit un autre agent immobilier. À moins que le chalet ait été mal entretenu ou qu'il n'ait ni son puits artésien ni son champ d'épuration.»

En fait, c'est dans la logique des choses que les préretraités tournent le regard vers les chalets situés dans des lieux de villégiature.

«Leurs enfants sont partis. Ils habitent sans doute un appartement en copropriété. Ils ont les moyens et le temps désormais de trouver refuge dans la nature», dit Michèle Gagnon, présidente de la Chambre immobilière de Québec.

D'autres, selon elle, n'occupant plus qu'un emploi à temps partiel, acquièrent un chalet et en font leur résidence principale. Gagner la ville une couple de fois par semaine, hors les périodes de pointe, ne les incommode pas.

De plus, il lui paraît clair que plusieurs de ces résidences sont plus grandes et prestigieuses, mais jamais loin d'un plan d'eau.

Les analystes de la Société canadienne d'hypothèque et de logement avaient prévu cette inclination des baby-boomers pour les chalets, se souvient Mme Gagnon.

«Ils se retireront dans la nature tout en ayant un pied-à-terre en ville», avait-on prédit en 2001 lors de la Conférence de la SCHL sur les perspectives du marché de l'habitation.

Au printemps de 2002, le courtier immobilier Royal LePage prédisait déjà une pénurie de chalets.

Cette année, il rapporte que quatre Canadiens sont à la recherche d'une «propriété récréative» pour un propriétaire qui veut vendre la sienne. Ce qui met de la pression sur les prix.

Tout dernièrement, Royal LePage constatait que les prix des «propriétés récréatives» montaient en flèche. M. Thériault trouve que son courtier voit juste.

Mais si les 45-64 ans sont prêts à payer 100 000 \$, voire 200 000 \$ pour un chalet, il y en a de plus à l'aise qui sont disposés à déboursier jusqu'à 500 000 \$ pour une résidence de grand luxe sur grand terrain et avec vue imprenable. A moins que l'immeuble ne soit moins somptueux mais élevé dans un «domaine privé de chasse et de pêche».



ARCHIVES LE DEVOIR

GUINDONVILLE

Sacrifice pour un parc qui ne verra peut-être jamais le jour

Le propriétaire foncier le plus important du secteur fait une mise en garde aux autorités municipales

CLAIRANDRÉE CAUCHY
LE DEVOIR

Le projet du Parc régional de Val-David et Val-Morin, pour lequel les habitants de sept municipalités ont été expulsés manu militari au début du mois, pourrait bien être compromis.

La municipalité de Val-David a exproprié le secteur de Guindonville afin d'y installer un stationnement et un chalet d'accueil pour le Parc régional de Val-David et Val-Morin avant même de s'assurer qu'il permettait un accès aux pistes de ski de randonnée. Or, l'achat par un promoteur immobilier le mois dernier d'un territoire qui englobe 80 % des pistes de ski pourrait mettre en péril le projet tel que conçu initialement.

«On a mis la charrue devant les bœufs et il y a des élus qui n'ont pas fait leur job. La municipalité a écarté Guindonville alors qu'elle n'était même pas propriétaire du parc», s'exclame le promoteur des Boisés Champêtres, Sylvain Cousineau, qui possède maintenant un terrain de 300 acres situé dans le périmètre du parc projeté.

Ce dernier affirme qu'un stationnement de 400 places est déjà en construction au cœur des pistes, situé à quatre kilomètres du village, rendant donc caduque l'installation d'un stationnement sur le site de Guindonville.

La municipalité de Val-David possède un peu moins du quart de l'ensemble du territoire du futur Parc régional, alors que le reste appartient à des intérêts privés. Pour l'heure, Val-David et l'hôtel Far Hill, situé à Val-Morin, entretiennent chacun un réseau de pistes de ski passant sur différents terrains privés.

S'ils veulent continuer à exploiter leurs réseaux respectifs, ils devront donc négocier un droit de passage avec Sylvain Cousineau, qui possède maintenant la majeure partie du parc. Ce dernier n'entend cependant pas donner accès aux pistes sans contrepartie.

«Je ne ferai pas les frais d'entreprises commerciales qui utilisent ma propriété pour s'enrichir, affirme M. Cousineau en faisant référence à l'hôtel Far Hill. Il faut un partenariat entre les deux municipalités, l'entreprise privée et le communautaire. S'il y a une personne qui peut le faire, le parc, c'est mon entreprise, parce que j'ai des moyens financiers qu'ils n'ont pas. Et qu'ils ne pensent pas m'exproprier avec 500 000 \$.»

Il a d'ailleurs déposé au cours des derniers jours des plans de construction aux municipalités de Val-David et Val-Morin, afin de garantir la valeur marchande de son terrain au cas où ces dernières seraient tentées de l'exproprier. Il estime que l'espace de 300 acres, payé près de 400 000 \$, vaut maintenant près de 25 000 \$ l'acre, compte tenu du projet de développement. «Ils n'auront pas d'argent pour m'exproprier», affirme-t-il.

Le directeur général de Val-David estime quant à lui que la transaction ne change rien au projet de parc régional. «On s'entendait très bien avec le précédent propriétaire, je ne vois pas pourquoi on ne s'entendrait pas avec lui», fait valoir André Desjardins.

Les négociations pourraient tout de même se compliquer, puisque le promoteur des Boisés Champêtres envisage de construire sur le territoire projeté pour le parc régional. «On parle d'une centaine de maisons sur un territoire de 16 km²», explique le promoteur immobilier en précisant que cela ne nuirait pas aux pistes de ski de fond.

Ce n'est pas l'avis du conseiller municipal Dominic Arseneau: «Comme mordu de plein-air, j'ai bien de la misère à concevoir qu'on puisse bâtir une maison, des garages doubles, construire des rues, des champs d'épuration, sans nuire au parc. Un parc, cela a une autre notion que des chemins de passage.»

L'administration municipale pourrait brandir la réglementation sur le zonage pour empêcher la construction sur le terrain du parc virtuel.

Un fait demeure cependant: il faudra soit exproprier M. Cousineau ou s'entendre avec lui pour que l'entrée du parc érigée sur les ruines de Guindonville puisse communiquer avec les pistes de ski situées sur son terrain.

S'ils n'y avait pas d'accord, le parc de Val-David se résumerait à un peu plus de 20 % de la superficie du projet initial. «[Avec l'acquisition du terrain de Guindonville et la construction du chalet d'accueil d'ici l'hiver], on est sûr au moins de survivre dans ce coin-là de la montagne. C'est un endroit propice à l'escalade, la randonnée, la raquette. Mais c'est sûr qu'on perd plus que la moitié du ski. Cela ne fait pas mon affaire, on va essayer de travailler pour augmenter la superficie, malgré la pression qu'on vit», convient le conseiller municipal Arseneau, qui dit mieux respirer depuis que les autobus de manifestants «sont repartis à Montréal».

Toute cette histoire laisse un goût amer dans la bouche des «Guindonvillois» expulsés. «C'est aberrant d'avoir détruit les maisons pour ensuite se rendre compte que le parc ne pourra peut-être jamais exister. Comment cela se fait qu'ils ont pris la décision sans se poser plus de questions? Dans le fond, ils voulaient juste se débarrasser de Guindonville», laisse tomber Chloé Charce, qui se prépare à emménager dans une chambre chez un ami avec son petit garçon, faute d'avoir pu trouver un logement bien à elle.

Seuls deux des dix locataires de Guindonville ont réussi à se reloger de façon définitive.



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

Les résidents de Guindonville ont été expulsés au début du mois, leurs petites maisons détruites pour permettre à la municipalité de construire un stationnement donnant accès à un parc récréatif qui n'existe que sur papier. Le propriétaire foncier le plus important du secteur — il vient tout juste d'acquiescer un vaste domaine qui englobe 80 % des pistes de ski — n'a pas l'intention de laisser les randonneurs circuler chez lui sans une entente qui puisse le satisfaire. Il n'a pas davantage l'intention de se laisser exproprier comme les Guindonvillois.

• LES ACTUALITÉS •

Revenu Canada paie ses employés pour jouer au golf

PRESSE CANADIENNE

Halifax — L'Agence des douanes et du revenu du Canada a ordonné à ses cadres de ne plus accorder de congés payés à des employés pour participer à un tournoi de golf, une partie de hockey ou un match de baseball.

Cette directive fait suite à une vérification interne qui a révélé l'existence de violations généralisées des politiques fédérales sur les congés payés qui entraînaient des «coûts importants» pour l'Agence.

Les employés de Revenu Canada des provinces maritimes se voyaient régulièrement accorder des congés payés pour pouvoir participer à des sports organisés avec leurs collègues de travail, ce qui va à l'encontre des règlements, ont découvert les vérificateurs.

Les employés étaient également autorisés à participer à des tirages au sort parrainés par l'Agence, pour lesquels le prix à gagner était une demi-journée de congé payée.

Et les vérificateurs ont constaté que les employés recevaient des congés payés supplémentaires à Noël, au jour de l'An et en d'autres occasions pour des soi-disant «activités de formation de groupes», même s'il n'existe aucune disposition pour ce genre de pratiques dans le guide des politiques de l'Agence, peut-on lire dans le rapport déposé en octobre 2002.

«Il existe des preuves à l'effet qu'une grande quantité de temps non enregistré a été accordée pour des activités qui ne s'inscrivent pas dans les dispositions des politiques [du Secrétariat du Conseil du trésor]», affirme le document, obtenu

en vertu de la Loi d'accès à l'information. «Le temps alloué pour ces activités peut aller [...] jusqu'à 15 heures [annuellement] par employé dans certains bureaux. Ce temps non enregistré entraîne des coûts importants et des risques de responsabilité.»

La vérification interne, qui s'est limitée à la région des Maritimes, a enquêté sur les bureaux d'impôts à Saint-Jean (Terre-Neuve), à Charlottetown et à Halifax, ainsi que sur les bureaux de douanes du sud et du centre du Nouveau-Brunswick. L'enquête a été déclenchée en raison des préoccupations de certains directeurs régionaux au sujet du manque de clarté des règlements pour le personnel.

«La majorité des directeurs ne sont pas au courant des politiques et des directives qui proviennent de plusieurs sources, ont conclu les enquêteurs. Conséquemment, les directives et les politiques pour certains types de congés autorisés sont mises en application de manière incohérente et de façon erronée.»

Un porte-parole de l'Agence a déclaré qu'il est maintenant formellement interdit aux superviseurs d'accorder des congés payés à des employés pour participer à un tournoi de golf parrainé par l'Agence et à d'autres événements sportifs.

Mais les tirages au sort pour les œuvres de bienfaisance avec comme prix des demi-journées de congé, ainsi que les journées de congé accordées pour récompenser un employé pour son bon travail sont maintenant autorisés officiellement et les règlements sont définis plus clairement dans de nouveaux manuels de politiques révisés, a indiqué Roy Jamieson.

Des groupes religieux réclament un référendum sur le mariage gay

«La question est trop grave pour la poser uniquement aux politiciens»

ROLLANDE PARENT
PRESSE CANADIENNE

L'Association des Églises baptistes (8000 membres au Québec) et l'Association des Églises protestantes évangéliques La Bible parle (800 membres) estiment qu'il n'est pas suffisant que le gouvernement fédéral consulte la Cour suprême sur son avant-projet de loi d'élargir aux conjoints de même sexe la possibilité de se marier.

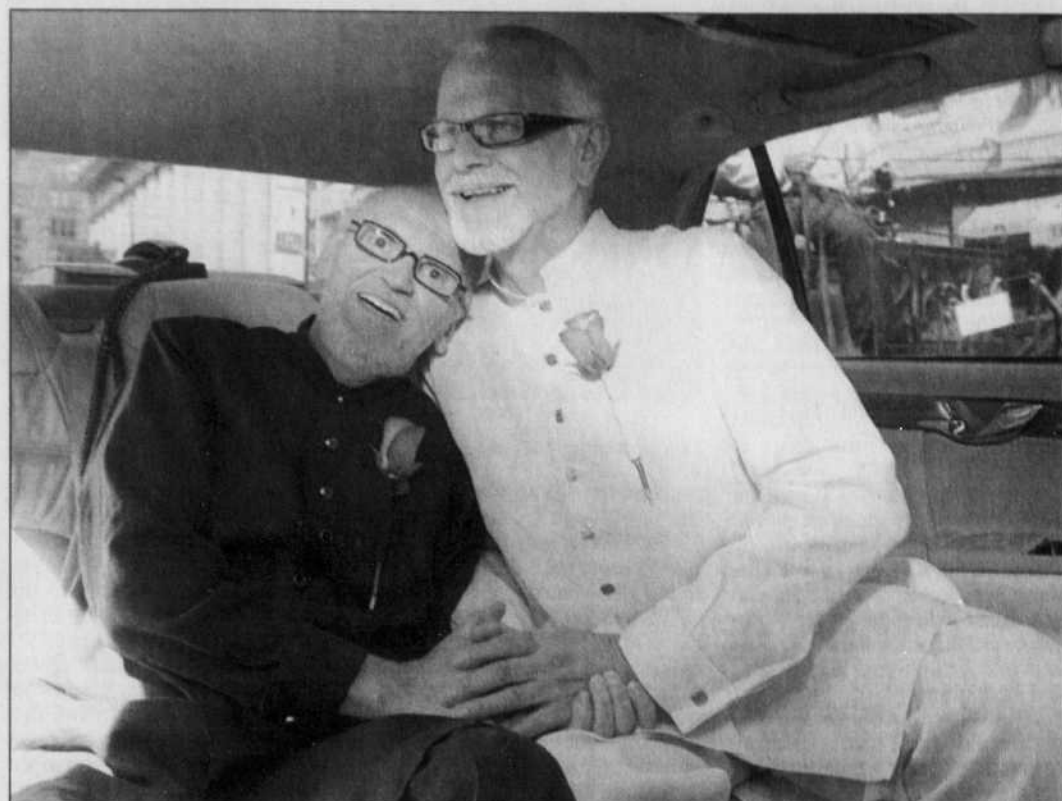
«La redéfinition universelle et historique du mariage ne peut être changée sans le consentement de la population canadienne», a fait valoir hier le porte-parole de l'association des Églises protestantes, Éric Lanthier, en conférence de presse.

M. Lanthier croit qu'en soumettant la question à la population canadienne par voie de référendum, le ministre de la Justice démontrera qu'il n'est pas seulement le ministre d'une minorité mais de toute la population canadienne, a-t-il dit.

«La définition historique et universelle du mariage ne peut être remise en question sur une base aléatoire [le vote libre des députés].»

«Ce n'est pas une loi pour savoir si, au feu rouge, on peut tourner à droite. La question est trop grave pour la poser uniquement aux politiciens», a-t-il renchérit.

En prenant publiquement la parole, M. Lanthier veut amener les autres leaders protestants et évangéliques à faire pression sur le gouvernement pour la tenue d'un référendum qui sera forcément précédé de débats publics, à la té-



JACQUES NADEAU ARCHIVES LE DEVOIR

lévision et dans les universités.

«Le débat public n'a pas été fait. Les intellectuels et les scientifiques n'ont pas été consultés, n'ont pas pris la parole. Dans ce pays, on passe plus de temps à se questionner sur la couleur de la margarine qu'on peut en passer à redéfinir la notion du mariage», a-t-il déploré.

Quant au public, M. Lanthier perçoit qu'il ne réalise pas la por-

tée du geste que s'approprie à faire le gouvernement.

«Il faut aviser la population des enjeux et des impacts de la redéfinition du mariage telle qu'elle est proposée par le ministre Cauchon. On veut remettre en question la base de la société et on ne se pose pas de questions. Ce n'est pas normal», a-t-il soutenu.

À l'heure actuelle, l'Ontario et la Colombie-Britannique autorisent

les mariages entre homosexuels en vertu de jugements rendus par leurs tribunaux respectifs.

Eric Lanthier est marié et père de deux enfants. Il est présentement membre de l'exécutif de la Table de concertation protestante sur l'éducation (reliée au ministère de l'Éducation du Québec) et est directeur général de l'Institut biblique Montréal, entre autres.

Le Canada devrait compatir avec les réfugiés palestiniens

Une coalition plaide en faveur d'un statut particulier

PRESSE CANADIENNE

Une coalition d'organismes communautaires réclame que le gouvernement canadien renonce à expulser la centaine de réfugiés palestiniens originaires de camps libanais et des territoires occupés qui vivent à Montréal depuis deux ou trois ans.

Dès lors qu'un demandeur de statut démontre aux autorités de l'Immigration canadienne qu'il vient d'un camp de réfugiés palestiniens, on devrait lui accorder l'asile, ont fait valoir les porte-parole de la Coalition contre la déportation des réfugiés palestiniens, du Centre des femmes asiatiques et de l'Union des forces progressistes, notamment.

En conférence de presse, hier, la coalition a exhibé une liste de 89 groupes et associations canadiens appuyant cette position.

Le demandeur d'asile, Youssef Elloubani, en attente d'une réponse à sa demande de refuge, a raconté les piètres conditions matérielles dans lesquelles vivent les réfugiés palestiniens au Liban, où les services de base ne sont pas assurés et où les perspectives d'un avenir découlent sont totalement bloquées.

Par exemple, il leur est interdit de posséder une propriété, de pratiquer près de 78 professions différentes, d'avoir accès aux services médicaux et de se déplacer librement, a souligné la coalition.

Pour Amir Khadir, de l'Union des forces progressistes et qui, en sa qualité de médecin, a visité des camps de réfugiés en Palestine, «ceux qui sont victimes de répression dans les camps de réfugiés sont en droit de s'attendre à un traitement humain quand ils viennent au Canada».

«Les réfugiés qui se retrouvent

dans des camps sont censés être là pour un temps. Il se trouve que l'avenir pour le peuple palestinien est bloqué depuis 50 ans», a-t-il fait valoir.

M. Khadir a dénoncé «l'ignorance crasse» de certains commissaires à l'immigration qui étudient les demandes de refuge.

Heureusement, d'autres mieux renseignés reconnaissent qu'un Palestinien, sans État, qui a été réfugié toute sa vie et qui vit dans un camp palestinien de réfugiés, est par nature persécuté, a-t-il ajouté.

Pour mettre un terme à des décisions disparates où les membres d'une même famille n'obtiennent pas le même statut, la coalition a fait parvenir une lettre au ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, Denis Coderre, pour lui demander de faire cesser les expulsions de réfugiés palestiniens vivant à Montréal et de leur accorder la citoyenneté.

50%

sur toute la marchandise

Pour Elle
277, av. Laurier O.
270-6154
Centre de
Commerce Mondial
844-9125

doce doce
Donna Uomo

Pour Lui
Centre de
Commerce Mondial
281-7999
5107, av. du Parc (angle Laurier)
277-7558

P

Les tables réfectoires* de la collection Patrimoine, les chaises et les fauteuils campagnards ainsi que les armoires bécassines vous sont offertes à 15% de réduction.

De plus, les finis patines sont arrivées. Laissez-vous tenter...

* Certaines restrictions s'appliquent

Patrimoine ensoleille votre décor avec ses prix

Patrimoine en fleurs

La salle de montre est fermée tous les dimanches de l'été

15%

de réduction

Patrimoine

3932 Autoroute Laval Ouest (coin Curé-Labelle)
Laval (Qc) H7T 2P7 (450) 687-6867

OSILOR
www.osilor.ca
présente:

Les Bouquinistes du Saint-Laurent

www.lesbouquinistes.org

Québec Desjardins SAQ LEVEUX-PORT DE MONTREAL Cana

Mots après mots

Vieux-Port de Montréal - 19 juin au 14 juillet
entre le Centre des sciences et la Pointe-à-Callières

Québec, Terrasse Dufferin - 18 juillet au 10 août

Festival des films du monde, Montréal - 27 août au 7 septembre

Des livres anciens, neufs ou d'occasion, pour tous les goûts, à tous les prix.

Accès gratuit

En collaboration avec:

LE DEVOIR

CKAC730 journal-montreal

Québec

SOPEC Québec

Desjardins

SAQ

LEVEUX-PORT DE MONTREAL Cana

Parcs Canada

LOUIS FERRIERE

AIR FRANCE

DLFD Le Groupe Affilié

FRONTIERE

Gigantesque incendie dans le sud de la France

REUTERS

Nice et Bordeaux — Les pompiers sont parvenus hier à contenir le gigantesque incendie du massif des Maures (Var), qui a parcouru 9000 hectares de garrigue et de pinède en vingt-quatre heures. « Sans être circonscrit, le feu ne s'étend plus », a indiqué en fin de journée le préfet du Var, Pierre-Étienne Bisch.

Il a souligné que la vigilance restait extrême, car le vent tournant favorisait des reprises de feu, comme cela a été le cas dans l'après-midi, provoquant la fermeture d'une autoroute.

Deux autres sinistres de moindre ampleur, dont l'un a été maîtrisé en début d'après-midi dans les Landes, ont également mobilisé les secours dans le Grand Sud.

Cet embrasement était redouté depuis plusieurs jours en raison de la situation météorologique, marquée par une extrême sécheresse précoce et un vent soutenu. « Le risque d'incendie est exceptionnellement élevé depuis le début de la saison », a souligné le ministère de l'Agriculture.

Depuis le début du mois, 15 000 hectares de forêt ont été parcourus par les flammes en zone méditerranéenne, dont 4000 en Corse et 8000 dans le Var, a-t-il précisé dans un communiqué. Dans le Var, le feu a détruit plus de 9000 hectares de pinède et de garrigue depuis jeudi après-midi.

« Clairement, c'est le feu le plus important que nous connaissions depuis plus de 15 ans », a dit le commandant Gregory Allione,



JEAN-PAUL PELISSIER REUTERS

Les pompiers ont été épaulés par une flotte aérienne.

responsable des services incendie de Saint-Aygulf. En août 1990, 12 500 hectares de pinède étaient partis en fumée dans le même massif des Maures.

Environ 8000 personnes, riverains et vacanciers, ont dû être évacuées en toute hâte pendant la nuit, leurs habitations étant cernées par les flammes. Quatre campings ont été fermés par mesure de précaution.

Aucune victime n'était à déplorer hier, mais aux Issambres en particulier, commune la plus sinistrée, quatre campings, une trentaine de bungalows, cinquante voitures et trois maisons ont été calcinés.

Une enquête a été ouverte pour déterminer les causes du sinistre. Les 1300 pompiers mobilisés

pour combattre les flammes ont reçu des renforts venus des départements voisins et des Pyrénées-Orientales. Ils ont été épaulés par une flotte aérienne d'au moins dix appareils, Canadair, Tracker et hélicoptères bombardiers d'eau.

Un autre sinistre qualifié de « virulent » mobilise les sauveteurs depuis jeudi soir dans le sud des Alpes-de-Haute-Provence. Il a parcouru 800 hectares de forêt avant d'être quasiment maîtrisé hier après-midi.

Plus de mille personnes ont été évacuées du village d'Esparron-de-Verdon ainsi que de quatre campings. Après avoir sauté la rivière Verdon, le sinistre avait pénétré dans le Var, provoquant fermeture de plusieurs routes secondaires.

Arafat reste un interlocuteur pour l'Union européenne

REUTERS

Bruxelles — L'Union européenne a réaffirmé hier sa détermination à continuer de discuter avec Yasser Arafat, malgré les pressions des États-Unis et d'Israël pour que les Quinze ignorent et contournent le « vieux rais » palestinien accusé de « terrorisme ».

Emma Udwin, porte-parole de la Commission européenne, a fait valoir que le dialogue avec le président de l'Autorité autonome ne ferait que renforcer et non pas saper l'autorité de son premier ministre Mahmoud Abbas dans sa délicate négociation avec Israël.

« Nous estimons que les contacts avec le président Arafat ne sapent rien de son premier ministre. Au contraire, ces contacts pourraient en fait l'aider », a dit le porte-parole de la Commission, réaffirmant ainsi la position des Quinze que la nouvelle présidence italienne a exprimé l'espoir de voir évoluer.

Le chef de la diplomatie italien-

ne, Franco Frattini, avait déclaré la semaine dernière, après avoir rencontré son homologue israélien Silvan Shalom: « Nous écoutons les autres pays sur cette question du rôle protocolaire d'Arafat, mais nous ne pouvons laisser les questions concernant l'application de la "feuille de route" dépendre du rôle d'Arafat. »

Peu avant d'assumer la présidence du Conseil européen, le premier ministre italien Silvio Berlusconi s'était rendu au Proche-Orient, où il a rencontré son homologue Ariel Sharon, mais pas, contrairement à la politique des Quinze, Yasser Arafat.

Sharon ne souhaite plus rencontrer des dirigeants qui seraient aussi le président de l'Autorité autonome et Abbas a refusé de voir Berlusconi s'il n'acceptait pas aussi d'être reçu par Arafat. Paris avait reproché à Rome de prendre ses aises avec la politique européenne. Berlusconi avait répondu sèchement qu'il ne se laisserait pas dicter son comportement.

L'AIEA aurait relevé de l'uranium enrichi en Iran

REUTERS

Vienne — Des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique ont découvert de l'uranium enrichi (matériau indispensable pour fabriquer une bombe atomique) dans des échantillons prélevés sur des sites suspects en Iran, a-t-on appris hier de source diplomatique au siège viennois de l'AIEA.

Ces analyses préliminaires montrent des traces d'uranium enrichi en quantité suffisante pour correspondre à des essais de mise au point d'armes nucléaires, ont ajouté les diplomates sous le sceau de l'anonymat.

Pour les États-Unis, le programme nucléaire iranien n'a pas seulement pour objectif de produire de l'électricité, comme l'affirme Téhéran, mais aussi de se doter d'un arsenal nucléaire. S'il s'avère que l'Iran a enrichi de l'uranium à l'insu de l'AIEA, ces soupçons s'en trouveraient renforcés.

Les diplomates ont toutefois précisé que la seule présence d'uranium enrichi dans les

échantillons ne suffisait pas à prouver que les Iraniens ont procédé eux-mêmes à l'enrichissement. Les traces peuvent aussi être dues à une contamination, mais il faudra alors expliquer dans quelles circonstances elle s'est produite.

Les autorités iraniennes n'ont pas été averties des conclusions préliminaires de l'AIEA, a déclaré Khalid Mousavi, porte-parole de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique.

« Nous ne pouvons pas commenter ces déclarations faites par des diplomates dont les noms et le rang ne sont pas définis », a-t-il ajouté.

L'AIEA a pour sa part refusé de confirmer ou de démentir ces informations. Une porte-parole de l'agence a toutefois reconnu que des inspecteurs relevaient actuellement des échantillons en Iran.

L'AIEA devrait rendre les conclusions de ses dernières inspections en Iran le 8 septembre prochain, à l'occasion de la réunion du conseil des gouverneurs.

Washington suspend les procès militaires contre les Britanniques

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — Washington a finalement décidé de renoncer pour l'instant à juger devant des tribunaux militaires d'exception certains prisonniers britanniques et australiens détenus sur la base de Guantanamo à Cuba, un projet qui avait suscité de nombreuses critiques à l'étranger.

Ces procédures vont être suspendues dans l'attente de discussions bilatérales entre Washington et leurs pays respectifs, a annoncé hier la Maison-Blanche, au lendemain d'une visite du premier ministre britannique Tony Blair à Washington. Un porte-parole du premier ministre britannique Tony Blair, qui avait abordé jeudi ce dossier avec M. Bush, avait annoncé un peu plus tôt que les poursuites américaines contre les détenus britanniques allaient être suspendues.

Les États-Unis avaient annoncé début juillet leur intention de faire comparaître devant des tribunaux militaires d'exception six prisonniers de Guantanamo, dont deux Britanniques et un Australien.

Au total, neuf Britanniques et deux Australiens figurent parmi les détenus à Guantanamo, certains depuis 18 mois. Six cent quatre-vingts présumés talibans ou membres d'al-Qaïda étaient jusqu'à présent détenus à Cuba, a déclaré hier un porte-parole de la base, le lieutenant-colonel Barry Johnson.

Il y a une semaine, le porte-parole de M. Blair avait déclaré que Londres et Washington discutaient d'un éventuel « rapatriement » de tous les prisonniers britanniques détenus à la base américaine de Guantanamo. « Nous discutons actuellement d'un certain nombre de dossiers avec l'administration américaine, dont le rapatriement, et ces discussions sont toujours en cours », avait-il dit, en précisant que ces négociations portaient sur le rapatriement de « tous les détenus » de nationalité britannique.

Plus de 200 députés britanniques avaient signé le 9 juillet une motion demandant le rapatriement des détenus britanniques afin qu'ils puissent bénéficier d'un procès équitable. Le gouvernement britannique avait de son côté exprimé de « fortes réserves » face aux procès militaires et son « opposition fondamentale » à la peine de mort, si celle-ci était envisagée.

Réagissant à l'annonce d'hier, Amnesty International a demandé que les États-Unis mettent fin au « vide juridique » dans lequel se trouvent tous les détenus de Guantanamo.

Voler sans convoler

AGENCE FRANCE-PRESSE

Moscou — Le cosmonaute avait dans l'espace le fric, l'alliance et l'autorisation de se marier par correspondance. Mais le Russe Iouri Malentchenko, actuellement à bord de la station spatiale ISS, a soudain abandonné son idée qui lui aurait garanti pour longtemps une place dans le livre des records.

« Iouri nous a appelés pour dire qu'il renonçait à cette idée », a indiqué laconiquement hier le porte-parole de l'agence aérospatiale russe Sergueï Gorbounov cité par l'agence Itar-Tass. Les accessoires pour le premier hymen spatial lui avaient été apportés en orbite dans un colis personnel par le vaisseau cargo Progress en juin. Sa fiancée, Ekaterina Dmitrieva, 26 ans, avait quitté l'URSS à l'âge de quatre ans et vit à Houston au Texas avec ses parents.

Iouri, 41 ans, a demandé sa main en décembre dernier avant de partir en avril dans l'espace. Impatient de se marier sans attendre l'atterrissage prévu cet automne, il a demandé aux autorités du district de Fort Bend (Texas) d'enregistrer leur mariage par correspondance. Ces dernières ont pris une décision favorable jeudi. Mais le cosmonaute a changé d'avis entre-temps.

• CARRIÈRES ET PROFESSIONS •

LE DEVOIR COMMIS AU SERVICE AUX ABONNÉS

Journal d'opinion et indépendant, Le Devoir fait partie prenante de l'histoire moderne du Québec et il est présentement à la recherche d'un commis au service aux abonnés, summaire, à temps partiel.

Sous l'autorité de la responsable du service à la clientèle, le commis aura comme principal mandat :

- D'être à l'écoute des besoins de la clientèle
- De Recevoir et traiter les appels téléphoniques
- D'effectuer le traitement de dossiers sur système informatique
- De Mettre à jour les abonnements et demandes relatives aux paiements et livraison

EXIGENCES :

- Expérience dans un centre d'appel
- Connaître les systèmes informatiques
- Bilinguisme un atout

Toute personne intéressée à présenter sa candidature doit le faire par écrit en soumettant son curriculum vitae au service des ressources humaines avant 17 heures, le ou avant le 1^{er} août prochain, **à/s Claudette Bélieu au 2050, rue de Bleury, 3^e étage, Montréal, (Québec) H3A 3M9 ou par télécopieur au (514) 985-3338.**

Le poste est offert aux hommes et aux femmes, l'utilisation du masculin sert à abrégé l'annonce. Toutes les demandes seront traitées confidentiellement. Nous communiquerons seulement avec les personnes retenues pour une entrevue.

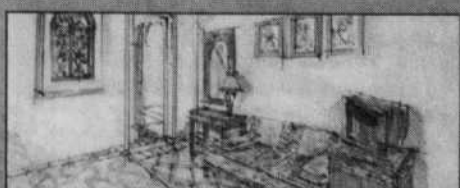
CONCOURS LE DEVOIR

Agadir

au MARROC



Dorint ***** PALAIS DES ROSES (AGADIR)



La splendeur de l'océan, la senteur des roses et le plaisir de la thalassothérapie se rejoignent au Dorint Palais des Roses.

CE VOYAGE POUR 2 COMPREND :

Billets d'avion aller/retour, les transferts et 6 nuits à l'hôtel.

LE DEVOIR

Retournez à : Concours Agadir 2050, rue de Bleury, 3^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

La tirage aura lieu le 14 août 2003 à 15h.

Faites-nous parvenir les coupons de participation avant le 13 août 2003 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par enveloppe.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées. Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir. Valeur de 2 850 \$.

Nom :

Adresse : App. : Ville :

Code postal : Courriel :

Téléphone : (rés.) (bun)

Question mathématique : (58 - 45) + 6 = Abonné(e) : Oui ☐ Non ☐

Virus du Nil : dans notre cour



Dans son numéro de juillet/août 2003

Fera-t-il des victimes cet été ?
Nul ne peut le prédire

Virus du Nil occidental

dans notre cour

5 énigmes : On met parfois des siècles à les résoudre
Pourquoi E.T. ne répond pas ~ La conjecture de Pontcaré ~
Le siège de l'âme ~ Le diamant vert ~ Le cimetière des baleines

En kiosque jusqu'au 7 août 2003

Également disponible au Service des abonnements au (514) 875-4444 ou à www.cybersciences.com/abonnement.

Québec Science www.cybersciences.com

LE DEVOIR

LE MONDE

I R A K

Washington va frapper
à la porte de l'ONUAGENCE FRANCE-PRESSE,
ASSOCIATED PRESS
REUTERS

Washington — Washington a indiqué hier être prêt à envisager un nouveau mandat de l'ONU pour la force de stabilisation internationale en Irak, afin d'augmenter la participation de pays réticents.

Le département d'État a fait savoir que des discussions préliminaires étaient en cours sur de possibles amendements ou le remplacement de la résolution 1483 du Conseil de sécurité, qui encourage les États à participer au maintien de la paix en Irak. Le Pentagone s'est également dit favorable à coopérer avec les Nations unies «de manière à ce que cela soit bénéfique pour les efforts en Irak».

«Nous sommes ouverts à cette perspective et nous en parlons avec d'autres gens», a déclaré le porte-parole du département d'État, Richard Boucher. Il a souligné que plusieurs pays (dont la France, l'Allemagne, l'Inde, le Pakistan et la Russie) avaient dit qu'ils n'enverraient pas de troupes pour le maintien de la paix en Irak sans mandat clair de l'ONU. M. Boucher a cependant tenu à souligner que pour Washington la résolution existante était suffisante.

Rapport d'experts

Washington est de plus en plus frustré par les difficultés éprouvées en Irak pour assurer la sécurité sur le terrain, où les troupes américaines sont confrontées à une guérilla quotidienne.

De plus, l'addition de la guerre est lourde, près de quatre milliards de dollars par mois, plus du double de ce qui avait été prévu avant le conflit.

Mardi, le représentant spécial de l'ONU pour l'Irak, Sergio de Mello, et des représentants du



La drôle de paix dans la banlieue de Bagdad.

SERWAN AZEZ REUTERS

Conseil transitoire du gouvernement irakien doivent s'adresser au Conseil de sécurité de l'ONU.

Le numéro trois du Pentagone, Douglas Feith, a aussi été interrogé par la presse hier sur le refus de plusieurs États, comme l'Inde, d'alléger le fardeau des 150 000 soldats américains dans la stabilisation de l'Irak.

«Nous sommes heureux d'aller à l'ONU pour coopérer avec les Nations unies de manière à ce que cela soit bénéfique pour les efforts en Irak», a-t-il dit, en soulignant

«l'étroite coopération» entre l'administrateur américain en Irak, Paul Bremer, et le représentant spécial de l'ONU dans ce pays, Sergio Vieira de Mello.

Dans un rapport d'évaluation des efforts à mettre en œuvre pour reconstruire l'Irak, cinq experts du Pentagone ont d'ailleurs appelé jeudi l'administration Bush à avoir recours à la communauté internationale pour faire face à la situation actuelle.

«Les trois prochains mois seront cruciaux pour renverser la situa-

tion en matière de sécurité, qui est explosive dans des régions clés du pays», écrivent les experts, selon qui les Américains doivent se préparer à rester en Irak «pendant plusieurs années».

Les experts soulignent l'importance d'accélérer le processus de reconstruction, en impliquant un plus grand nombre d'Irakiens.

Un imam lance un défi

Les cinq experts sont venus en Irak du 27 juin au 7 juillet, à l'invitation du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld et de Paul Bremer. L'équipe était dirigée par un ancien responsable du Pentagone sous Bill Clinton, John Hamre, qui dirige le Centre d'études stratégiques et internationales basé à Washington.

Un militaire américain a été tué hier par une bombe qui a explosé au passage d'un convoi militaire à Fallujah.

Par ailleurs, l'armée américaine a détruit à coups de plastic une statue équestre de Saddam Hussein trônant sur une place de la ville natale de l'ancien dictateur, Takrit.

Sur le plan politique, l'opposition à l'occupation américaine se poursuit. Un chef religieux chiite a appelé hier les Irakiens à s'opposer à leur nouveau gouvernement nommé par les États-Unis, souhaitant mettre en place un Conseil rival «des justes».

Moktader al-Sadr, un imam chiite très influent en Irak, avait appelé des milliers d'habitants de Bagdad à se rendre à Koufa, une ville sainte située dans le centre du pays, pour y prier. Il a affirmé que le gouvernement était composé d'athées et qu'il ne représentait pas le peuple.

«Conseil sioniste!», criait la foule.

Dans un entretien à l'Associated Press, Moktader al-Sadr a déclaré qu'il mettrait en place un gouvernement parallèle et rédigerait une constitution avec tous les mouvements islamiques du pays.

La Maison-Blanche
multiplie les justifications

Dans l'autre camp, on est à un cheveu de prononcer le mot «impeachment»

AGENCE FRANCE-PRESSE

Washington — La Maison-Blanche a reconnu hier que le président George W. Bush avait utilisé un argument britannique selon lequel l'Irak avait cherché à obtenir de l'uranium en Afrique bien que le département d'État ait auparavant qualifié cette accusation de «haute douteuse».

La mise en garde faisait partie d'une annexe au rapport de renseignement de 90 pages sur l'Irak, constitué en octobre 2002 à partir des informations de six agences de renseignement américaines, dont le Bureau de renseignement et de recherche (INR) qui relève du département d'État.

Un haut responsable de l'administration sous couvert de l'anonymat s'est employé à souligner auprès de journalistes que les doutes exprimés par l'INR figuraient seulement sur «une note en bas de la page» 84.

«Selon la plupart des agences, Bagdad reconstitue son programme d'armes nucléaires», affirme le rapport, qui citait des «preuves convaincantes» que l'Irak cherchait à obtenir de l'uranium enrichi.

La Maison-Blanche a publié des extraits de ce rapport pour contrer les questions soulevées après qu'elle eut reconnu que le président n'aurait pas dû utiliser cette allégation dans son discours sur l'état de l'Union le 28 janvier.

M. Bush avait, lors de cette intervention, affirmé, en citant le gouvernement britannique, que l'Irak avait cherché à se procurer de l'uranium au Niger pour son programme nucléaire, affirmation depuis discréditée.

L'un des démocrates pressentis pour briguer l'investiture pour l'élection présidentielle de 2004 aux États-Unis a estimé jeudi qu'une procédure de destitution pourrait être engagée contre Geor-

ge W. Bush s'il s'avérait que le président américain avait conduit son pays à la guerre contre l'Irak sous de faux prétextes.

«Plus sérieux»
que le Monicagate

S'il n'a pas appelé à la destitution (impeachment) de Bush, Bob Graham a déclaré que si le président avait menti sur les raisons qui l'ont poussé à lancer une intervention militaire contre le régime de Saddam Hussein, il s'agirait d'une affaire «plus sérieuse» que le mensonge sous serment de Bill Clinton au sujet de sa relation sexuelle avec Monica Lewinsky.

«Si en fait nous avons fait la guerre sous de faux prétextes, c'est un chef d'accusation très sérieux», a déclaré le sénateur de Floride aux journalistes. «Si le critère de destitution est celui que la Chambre [des représentants à majorité] républicaine avait retenu contre Bill Clinton, cela correspond clairement à ce critère», a-t-il ajouté.

Graham avait déjà estimé en début de semaine que tout mensonge de Bush au sujet de l'Irak pourrait répondre au critère de déclenchement d'une procédure de destitution tel qu'il a été défini par la Chambre des représentants contre Bill Clinton, lequel avait finalement été disculpé par le Sénat.

Ces jours-ci, les démocrates multiplient leurs attaques contre le président Bush. Ils ne se contentent pas d'attaquer le président sur son utilisation d'informations douteuses dans son discours sur l'état de l'Union en janvier. Ils visent toutes ses faiblesses présumées, des déficits croissants à l'augmentation du chômage, du coût de la guerre en Irak à l'image détériorée des États-Unis dans le monde.

Le Sénat américain
bloque un projet de
surveillance électronique

REUTERS

Washington — Le Sénat américain a bloqué les crédits d'un programme controversé de surveillance électronique grâce auquel le gouvernement pourrait fouiller les bases de données contenant des informations personnelles, telles que les factures de voyages et les paiements par carte de crédit, et ce, afin de pister les terroristes présumés.

Le Sénat a voté à l'unanimité un budget de 369 milliards de dollars pour le Pentagone, mais lui a interdit de dépenser le moindre cent dans ce programme qui est soutenu par l'administration Bush. Baptisé Total Information Awareness, puis Terrorism Information Awareness (TIA), ce programme de surveillance électronique prévoit, grâce à une technologie très sophistiquée, d'identifier les comportements suspects en analysant les in-

formations issues de nombreuses bases de données, aussi bien publiques que privées. Les défenseurs des libertés individuelles ont critiqué le TIA depuis qu'il a été rendu public à l'automne dernier. Selon eux, le programme pourrait mener à une situation digne du «Big Brother» de George Orwell.

Dans un rapport remis au Congrès en mai, le Pentagone a déclaré que le TIA fonctionnerait de telle sorte que les enquêteurs ne puissent pas fouiller dans toutes les données personnelles qui leur tombent sous la main. Mais ces garde-fous n'ont pas encore été mis en place, a ajouté le Pentagone. Le sort du programme, doté au départ d'un budget de 54 millions, sera sans doute négocié entre le Sénat et la Chambre des représentants. Cette dernière avait adopté le TIA début juillet, mais avait interdit au Pentagone de l'utiliser à l'encontre des citoyens sans leur permission.

La guerre continue
de faire rage
en Afghanistan

REUTERS

Khost — Huit soldats de l'armée afghane ont été tués hier dans une embuscade menée par des talibans présumés dans la province de Khost, dans le sud-est du pays, a annoncé un responsable militaire.

Les soldats se déplaçaient dans un véhicule tout-terrain à environ 25 kilomètres de la ville de Khost lorsqu'on les a attaqués, a déclaré à Reuters le commandant Sattar, chef-adjoint de la garde frontalière provinciale, en précisant que l'attaque avait été menée par deux hommes conduisant un autre véhicule. «À l'exception du véhicule des soldats, ces deux hommes étaient les seules personnes à se trouver sur cette route. Nous les avons arrêtés et croyons qu'il s'agit de talibans», a ajouté Sattar.

Le gouvernement afghan et les

forces de la coalition internationale conduite par les États-Unis ont été la cible de plusieurs attaques à la bombe ou à la roquette à Khost depuis le renversement du régime taliban, à la fin de 2001, mais la plupart d'entre elles se sont avérées inefficaces. Les autorités afghanes soutiennent que la majorité de ces attaques ont été organisées par des talibans et des groupes islamistes alliés basés du côté pakistanais, bien qu'Ismaïlabad affirme faire de son mieux pour surveiller la frontière.

L'attaque de Khost survient cinq jours après un présumé raid taliban contre une station de police de Kandahar dans lequel ont péri cinq policiers. Une centaine de soldats et civils afghans ont été tués ou blessés depuis le début de l'année dans des attaques le long de la frontière du sud de l'Afghanistan.

Avis public

Régie des alcools, des courses et des jeux

Avis de demandes relatives
à un permis ou à une licence

Toute personne, société ou association au sens du Code civil peut, dans les trente jours de la publication du présent avis, s'opposer à une demande relative au permis ou à la licence ci-après mentionné en transmettant à la Régie des alcools, des courses et des jeux un écrit assermenté qui fait état de ses motifs ou intervenir en faveur de la demande, s'il y a eu opposition, dans les quarante-cinq jours de la publication du présent avis.

Cette opposition ou intervention doit être accompagnée d'une preuve attestant de son envoi au demandeur par tout moyen permettant d'établir son expédition et être adressée à la Régie des alcools, des courses et des jeux, 1, rue Notre-Dame Est, bureau 9.01, Montréal (Québec) H2Y 1B6.

Nom et adresse du requérant	Nature de la demande	Endroit d'exploitation	Paul Reyes RESTO-BUS 139 4077, rue Ste- Catherine Est Montréal (Québec) H1W 2G9 Dossier: 2008-746	Changement permanent d'endroit d'exploitation de 1 Restaurant pour vendre du 2009, rue Valois à Montréal au 4077, rue Ste- Catherine Est à Montréal	4077, rue Ste- Catherine Est Montréal (Québec) H1W 2G9
2822245 Canada inc. GRUMPYS 1242, rue Bishop Montréal (Québec) H3G 2E3 Dossier: 277-673	Addition d'autorisation de spectacles sans nudité dans 1 Bar existant	1242, rue Bishop Montréal (Québec) H3G 2E3	9115-9715 Québec inc. CROVIERES BELLEVAL 2002 2580, boul. St-Joseph Montréal (Québec) H8S 2H9 Dossier: 2010-775	1 Bar dans transporteur public (Bateau)	2580, boul. St-Joseph Montréal (Québec) H8S 2H9
9127-4498 Québec inc. RESTAURANT HOT SPOT 3901, rue St-Jacques Ouest Montréal (Québec) H4C 1H7 Dossier: 286-591	1 Restaurant pour vendre	3901, rue St- Jacques Ouest Montréal (Québec) H4C 1H7	9130-0277 Québec inc. RESTAURANT ROSEMONT 2600, boul. Rosemont Montréal (Québec) H1X 1K9 Dossier: 333-641	1 Restaurant pour vendre	59, rue Beaubien Est Montréal (Québec) H2S 1R1
9130-0277 Québec inc. RESTAURANT ROSEMONT 2600, boul. Rosemont Montréal (Québec) H1X 1K9 Dossier: 333-641	Changement de capacité dans 1 Restaurant pour vendre suite à une cession	2600, boul. Rosemont Montréal (Québec) H1X 1K9	4097815 Canada inc. INTERMONT CAFÉ 1425, boul. René Lévesque Ouest #163 Montréal (Québec) H3G 1T7 Dossier: 2011-005	1 Restaurant pour vendre avec spectacles sans nudité	1425, boul. René Lévesque Ouest #163 Montréal (Québec) H3G 1T7
Genevieve Turp-Blair CAFÉ DE L'EST (2003) 4476 & 4486 rue Ontario Est Montréal (Québec) H1V 1K7 Dossier: 344-028	Addition d'autorisation de spectacles sans nudité dans 1 Bar existant (suite à une cession) (demande amandée)	4476 & 4486 rue Ontario Est Montréal (Québec) H1V 1K7	4167902 Canada inc. PASTA TUTTI GIORNI 3365, avenue de Grandy, local 32-A Montréal (Québec) H1N 2Z7 Dossier: 2012-508	1 Restaurant pour vendre:	3365, avenue de Grandy, local 32-A Montréal (Québec) H1N 2Z7
L'Équipe spectra inc. THÉÂTRE OUTREMONT 1248, avenue Bernard Montréal (Québec) H2V 1V6 Dossier: 502-633	Changement de catégorie de Restaurant pour vendre sur terrasse à Bar sur terrasse avec change- ment de capacité	1248, avenue Bernard Montréal (Québec) H2V 1V6	Fabrication Corby inc. A/S: M. Eric Gosselin MCCARTHY TETRAULT, AVOCATS Edifice Le Windsor 1170, rue Peel Montréal (Québec) H3B 4S8	Transfert des permis de distillation de La Distillerie Meagher's Inc et de De Kuyper Canada inc. à Fabrication Corby inc.	950, chemin des Moulins Montréal (Québec) H3C 3W5
Resto-Café Principale inc. RESTO-CAFÉ PRINCIPALE 395, rue Cherrier Montréal (Québec) H9C 1E8 Dossier: 1797-976	Permis additionnel 1 Restaurant pour vendre sur terrasse	395, rue Cherrier Montréal (Québec) H9C 1E8	9098-7850 Québec inc. RESTAURANT LA MAISON THAI 2 3780, boul. St-Laurent Montréal (Québec) H2W 1X5 Dossier: 1798-503	1 Restaurant pour servir	2000, avenue McGill Collège Montréal (Québec) H3A 3H3
Québec inc. VARGAS COCK- TAILS & GRILL 690, boul. René Lévesque Ouest Montréal (Québec) H3B 3A5 Dossier: 1970-938	Permis additionnel 1 Bar sur terrasse	690, boul. René Lévesque Ouest Montréal (Québec) H3B 3A5	Québec inc. SUSHI SHOP CENTRE VILLE 2000, avenue McGill Collège Montréal (Québec) H3A 3H3 Dossier: 2004-893	1 Restaurant pour vendre (demande corrigée)	2000, avenue McGill Collège Montréal (Québec) H3A 3H3

Québec

Ce que vous cherchez depuis longtemps... nous l'avons peut-être?

Urnas en fonte et socles assortis

vases
urnes
statues
fontaines
plantes rares
meubles
d'appoint
curiosités

Ouvert 7 jours par semaine
Livraison
Consultation
Stationnement gratuit

230, rue Peel Montréal
(2 rues au sud de Notre-Dame)
514.935.1812

ALPHA
Plantes et poteries

Plus de 500 000 \$ d'inventaire, ça donne du choix!

DÉPÔT DU PLEIN AIR
8267, boul. Saint-Laurent ☎ Jarry
(514) 381-4399

RABAIS DE 10 \$ SUR ACHAT DE 80 \$ ET PLUS SUR PRÉSENTATION DE CETTE ANNONCE. 1 coupon par client

SUPER LIQUIDATION CAMPING

TENTES PLUS DE 25 MODÈLES EN EXPOSITION

3 places, double toit plein, coutures scellées 79 \$
5 places, double toit plein, coutures scellées, vestibule 149 \$
6 places, double toit plein, 2 chambres, 2 portes, vestibule 199 \$
8 places, double toit plein, 2 chambres, 2 portes, vestibule 299 \$

KAYAK RÉCHAUD 2 brûleurs 16 000 BTU 34 \$ à partir de 359 \$

8 modèles de kayak en exposition

SAC DE COUCHAGE PLUS DE 30 MODÈLES EN EXPOSITION
0° C rectangulaire 19 \$
0° C ultra compact 2 lb 39 \$
- 5° C flanelle 7 lb 39 \$
- 15° C momie 4 lb 59 \$
MATELAS AUTOGONFLANT 8 modèles en exposition à partir de 29 \$

SAC À DOS PLUS DE 50 MODÈLES
Asolo 30L 29 \$
Monterra 40 49 \$
Asolo 55L 99 \$
Infinity 65L 109 \$
Monterra 95L 149 \$

LE DEVOIR

ACTUALITÉS

GOLF

SUITE DE LA PAGE 1

aux seuls membres. «Le golf a la réputation d'être un sport très dispendieux, mais c'est de moins en moins vrai. Un 18 trous, un divertissement de cinq heures pour 35 ou 40 \$, c'est quand même pas mal. Il est possible de s'offrir toute une saison pour 1200 \$», souligne Michel Fortin.

Bien sûr, ce n'est pas encore l'Écosse, le berceau du golf où il est pratiquement impossible de rouler plus de 20 km sans apercevoir un panneau routier annonçant un terrain et où le sport (et les coûts qu'il entraîne) est résolument familial. Mais le Québec n'est pas le seul terroir fertile: on note une explosion en Asie de l'Est, où des conditions difficiles — au Japon, par exemple, l'exiguïté du territoire restreint le nombre de parcours, et il peut facilement en coûter 100 000 \$ par année pour jouer — ne semblent pas freiner l'engouement. De même, le golf connaît un essor considérable aux États-Unis.

Ce faisant, il va chercher des publics qui lui avaient toujours été étrangers. Dans un tout récent numéro, le magazine *Sports Illustrated* indiquait que le golf est sur le point de dépasser le baseball en popularité auprès des jeunes Noirs et qu'il pourrait sous peu talonner le football (le basketball, avec les millions instantanés qu'il déverse, demeure en tête). Cela est d'autant plus étonnant que la disponibilité des terrains de golf dans les quartiers désœuvrés des grandes villes s'avère, mettons, plutôt faible. Mais cette tendance, évidemment, s'explique par un phénomène: il s'appelle Tiger Woods.

Woods, peut-être le meilleur golfeur de l'histoire et le premier non-Blanc à véritablement s'imposer dans cet univers sélect, a engendré une petite révolution à lui seul: par exemple, lors des tournois présentés à la télévision, les cotes d'écoute triplent et quadruplent s'il se maintient dans la course. Par ailleurs, «il ne fait aucun doute que la présence de grands joueurs favorise la participation des plus jeunes», note Michel Fortin, qui se dit persuadé que, par exemple, la victoire du Canadien Mike Weir au dernier tournoi du Masters aura un effet d'entraînement de ce côté-ci de la frontière. Pour sa part, Woods, dont l'origine ethnique est multiple, a le potentiel de séduire non seulement les Noirs, mais aussi les Asiatiques, voire les Amérindiens, et les fondations de golf qu'il parraine commencent à peine à faire des petits.

Et puis, on parlait des dames? Il y a de l'action de ce côté-là aussi. Le premier point fort de la présente saison a été la controverse entourant le club Augusta National, où se déroule le Masters et qui ne compte aucun membre féminin. (A cet égard, certains ont soutenu que, si le mouvement de protestation est tombé un peu à plat, c'est que, justement, il ne s'agit que d'un phénomène isolé qui ne peut cacher les progrès énormes réalisés ailleurs.) Le deuxième a été la participation d'Annika Sorenstam à un tournoi de la PGA, le Colonial. La semaine prochaine, Suzy Whaley, qui a remporté en septembre dernier un tournoi préparatoire — où jouaient des hommes —, prendra part au Greater Hartford Open, un autre tournoi masculin.

En plus, et quoiqu'il ne faille pas anticiper, la prochaine grande vedette du golf, capable de susciter bien des vocations, pourrait bien être Michelle Wie, une Hawaïenne de 13 ans qu'on surnomme déjà «Tigress», qui envoie ses coups de départ bien droit à près de 300 verges et fait preuve d'un sang-froid du tonnerre.

Mais par-delà ces auteurs de performances hors du commun, il reste le plaisir de se produire dans un environnement enchanteur, de profiter du plein-air, de marcher, bref de se mettre au vert. «Et d'avoir la paix», ajoute Michel Fortin, qui a eu la pique du golf il y a une vingtaine d'années et n'a jamais démordu. «C'est bon pour la forme physique, c'est bon pour la réflexion, dit-il. Avant, on disait que j'avais tendance à être soupe au lait, mais le golf m'a appris à relaxer. Vous ne m'entendez pas souvent émettre un gros mot, et les gens qui s'énervent ne jouent jamais longtemps avec moi. Ce sport doit être un plaisir. Il est un plaisir.»

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration: (514) 985-3333

Le site Internet du *Devoir*: www.ledevoir.com

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone (514) 985-3333
Par télécopieur (514) 985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone (514) 985-3399
Par télécopieur (514) 985-3390
Extérieur de Montréal 1-800-363-0305 (sans frais)

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone (514) 985-3344
Par télécopieur (514) 985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces

et la publicité par regroupement

Au téléphone (514) 985-3322
Par télécopieur (514) 985-3340

Service à la clientèle et abonnements

Au téléphone (514) 985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur (514) 985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal 1-800-463-7559 (sans frais)

Le *Devoir* peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle.

Le *Devoir* est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean-sur-Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le *Devoir*. Le *Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoi de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.



Le corps du scientifique David Kelly a été découvert hier matin à quelques kilomètres de sa demeure (ci-dessus).

GRANDE-BRETAGNE

SUITE DE LA PAGE 1

«Si j'étais le premier ministre, je raccourcirais cette visite et je reviendrais. Il y a énormément de questions qui vont devoir être posées dans les prochains jours», a-t-il déclaré.

La dépouille a été trouvée hier matin par la police dans un bois près du domicile du scientifique, dans le comté d'Oxfordshire, dans le sud de l'Angleterre.

La famille du D^r Kelly a signalé jeudi sa disparition alors qu'il était parti se promener à la campagne sans prendre son manteau et qu'il était resté dehors malgré une pluie battante.

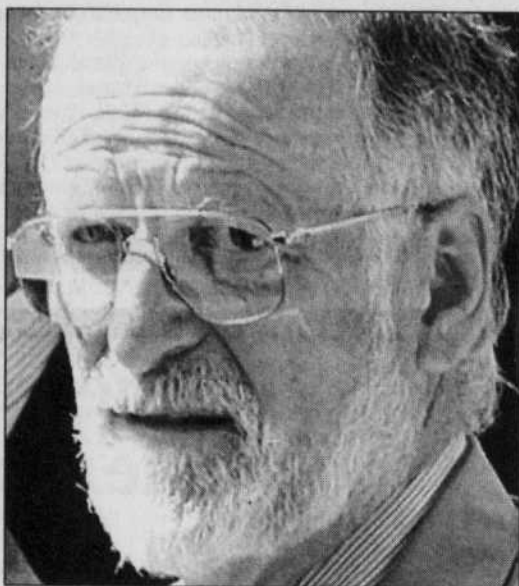
La police a déclaré ne pas considérer sa mort comme suspecte et a ajouté que les causes du décès ne seraient pas connues avant l'autopsie qui doit être pratiquée.

Le scientifique a travaillé sept ans comme haut responsable au sein de l'UNSCOM, la commission spéciale des Nations unies pour le désarmement en Irak. Il a ainsi effectué dans les années 1990 près d'une quarantaine de voyages en Irak, où il dirigeait une équipe d'inspecteurs spécialisés dans les armes biologiques.

Kelly avait été entendu mardi par une commission parlementaire après avoir admis s'être entretenu avec un journaliste de la BBC, Andrew Gilligan, qui avait affirmé en mai que le gouvernement avait «corsé» des renseignements pour justifier la guerre en Irak.

Gilligan avait cité une source de premier plan au sein des services de renseignement selon laquelle le conseiller en communication de Blair, Alastair Campbell, avait fait ajouter dans le rapport un passage affirmant que Saddam Hussein pouvait déployer des armes de destruction massive en 45 minutes.

Ces allégations ont obligé Blair à défendre sa parti-



David Kelly

icipation à la guerre en Irak, d'autant qu'aucune arme de destruction massive n'a été trouvée pour l'instant. Campbell, pour sa part, a rejeté ces accusations.

«Bouc émissaire du gouvernement»

Kelly, âgé de 59 ans, a démenti devant la Commission des affaires étrangères des Communes avoir

fourni de telles informations à Gilligan, ajoutant qu'il ne pensait pas être la source principale du journaliste.

Les membres de la Commission ont apparemment été convaincus par ses explications et ont jugé que le scientifique était un «bouc émissaire» du gouvernement. «Nous avons conclu qu'il [Kelly] avait plutôt été malmené par le gouvernement [...] Ceci pose la question de savoir ce que le gouvernement avait en tête en le poussant sur le devant de la scène comme témoin», a déclaré le député conservateur Richard Outtaway, membre de la Commission.

Selon le gouvernement, Kelly pourrait être la seule source de Gilligan et les différences existant entre son témoignage et celui du journaliste prouveraient que le reportage de la BBC est erroné.

Gilligan, qui n'a pas précisé si son reportage reposait sur d'autres témoignages que celui du scientifique, a aussi été entendu jeudi à huis clos par des parlementaires, qui ont rapporté que le journaliste était revenu sur ses accusations contre Campbell. Gilligan a pour sa part qualifié cette audition de «guet-apens».

«Il est mort. Nous sommes désormais seuls avec nos consciences», a déclaré Tom Mangold, un journaliste de télévision, ami de la famille Kelly.

«Il était l'inspecteur que Saddam Hussein voulait personnellement expulser d'Irak, car David savait vraiment ce qui se passait», a-t-il ajouté.

«Il a été abominablement utilisé par les hommes politiques», a pour sa part déclaré Alistair Hay, l'une de ses collègues scientifiques.

«La BBC devrait faire son examen de conscience», a déclaré Robert Jackson, le député conservateur de la circonscription où vivait Kelly.

ROZON

SUITE DE LA PAGE 1

sombrer le père du FJPR dans une dépression conjugquée au temps de l'exclusion.

L'homme n'aurait pu espérer mieux dans son existence, explique-t-il aujourd'hui au *Devoir* avec un calme et une sérénité qui déstabilisent. Car «l'affaire du Manoir», jumelée à d'autres erreurs de parcours — le flop du Musée Juste pour rire, l'embauche hautement controversée dans son empire de Micheline Charest, Madame Cinar —, mais aussi un divorce, une chienne de famille et la mort de son père ont, dans les deux dernières années, profondément transformé le personnage. Pour le mieux, estime son entourage. Et le changement semble même contagieux puisqu'il transpire désormais, sous l'inspiration d'un boss amélioré, par tous les pores de sa multinationale de l'humour.

«Les épreuves que j'ai eu à traverser m'ont amené à mieux me connaître, à mieux composer avec ma vie, mes ambitions, mon entourage, dit-il. Ça n'a pas été facile — ce n'est jamais facile de partir à la découverte de soi-même — mais il fallait que je le fasse et je me sens différent aujourd'hui.»

Quelques séances d'introspection et plusieurs thérapies plus loin, confie-t-il, le résultat est même palpable. D'abord dans l'attitude de ce monstre... de l'humour populaire qui année après année semble perdre en arrogance et en suffisance — deux attributs qui lui ont longtemps collé à la peau — pour se montrer, en public comme en privé, sous un jour plus humain, plus cérébral ou plus empathique. Avec un paradoxe toutefois: son goût pour les balades urbaines dans sa pompeuse décapotable avec chauffeur d'où il sillonne la ville depuis quelques jours, l'oreille accrochée à son téléphone cellulaire. «Parce que j'aime ça en été, les décapotables», résume-t-il assis sur le grand sofa orange qui meuble son bureau montréalais.

Un détail insignifiant au regard de «l'importante révolution personnelle que a donné naissance à un nouveau Gilbert Rozon», croit Gilles Petit, directeur de la succursale française du Groupe Juste pour rire qui coïtoie la tête de l'empire depuis une dizaine d'années. «Ce n'est plus le même homme, dit-il. Il est sorti grandi de la tempête avec une sérénité, une sagesse qui étonnent et dont tout le monde se rend compte».

À commencer par les artisans de l'humour eux-mêmes, qui pendant longtemps ont aimé casser du sucre sur le dos de Rozon. Mais les temps changent et les épithètes comme «manipulateur», «pourri», «exploiteur» ou «grande gueule» ont aujourd'hui pris le champ au profit de «chaleur», «complicité», «écoute» ou encore «grandeur d'âme» — rien de moins! — pour qualifier l'homme aux chemises excentriques — qui parle d'ailleurs beaucoup moins fort en public. «C'est cette chaleur

qui m'a convaincu de venir au festival cette année, explique l'humoriste français Dieudonné quand on le questionne sur le producteur Rozon. Les conditions financières n'étaient pas si intéressantes que ça. Mais avec Gilbert, il y a une complicité qui s'est installée. Cet homme est capable de vous faire rêver, avec honnêteté et sincérité. Et c'est déjà beaucoup.»

Rozon prend l'anecdote comme un compliment — «même si je ne suis pas encore très à l'aise avec les louanges», commente-t-il — mais aussi comme preuve du bon fonctionnement de son nouveau rapport au monde laborieusement construit depuis que le sombre nuage a arrêté de se promener au-dessus de sa tête. «On ne peut pas perdurer dans la manipulation, le mensonge ou la trahison, dit-il. Quand je me suis retrouvé mis à nu sur la place publique dans la plus grande humiliation, j'en ai pris conscience. Il me fallait peut-être ça. Aujourd'hui, j'essaie d'aller plus loin et d'instaurer avec les gens des relations plus saines.»

Au cœur de sa démarche: la vérité et la transparence qui semblent désormais rythmer autant sa vie que ses affaires. «C'est la base de nos rapports, dit-il. Ce sont des valeurs que je veux retrouver dans mon organisation. La bullshit, on en a fait, mais on n'en veut plus. Pour que le groupe survive à son fondateur, il doit devenir plus humain, plus vrai. Ce sont des valeurs que nous encourageons avant, mais maintenant, elles doivent être prioritaires, à tous les niveaux.»

La philosophie, cultivée à grands coups de tâtonnements — «je n'embaucherais plus de gens qui n'adhèrent pas à cette approche ou qui n'ont aucune chance de s'adapter», dit-il — mais aussi de séminaires sur le management d'entreprise suivis aux États-Unis par le président du Groupe, semble même porter fruits. Au grand bonheur des journalistes qui, dans le cadre de la 21^e édition du festival, ont pu goûter à l'effet de la nouvelle médecine Rozon. Avec à la clef des réponses précises et justes (vérifications faites) à des questions — financières — souvent esquivées avec maladresse par les organisateurs d'autres événements du même type. «Nous n'avons rien à cacher, nous jouons à livre ouvert, dit Rozon. Avec notre monde, avec les médias, avec les gouvernements. C'est la culture des faits qui prime désormais. Et c'est, pour un groupe comme le nôtre, un choix payant.»

Un choix qui étonne aussi, en ce vendredi matin, un couple de Français venu rencontrer une employée de l'équipe Rozon au siège social du Groupe situé sur le boulevard Saint-Laurent à Montréal. «Elle va être en retard, lance la réceptionniste. Elle est en train de boudier dans les toilettes!» La veille au soir, Rozon espérait, entre deux questions sur sa nouvelle vie, que la transparence gagne la base de son entreprise. C'est visiblement chose faite!

Recours collectif contre six institutions

LE DEVOIR

Option consommateur a déposé hier une demande de recours collectif contre six institutions financières émettrices de cartes de crédit, qui prélèveraient illégalement des frais d'intérêts sur les nouveaux achats lorsque le client n'a pas payé intégralement le solde du mois précédent.

Le recours vise les compagnies de crédit Amex Canada, Citibank Canada, MBNA Canada, Dinners Club International, Capital One et la Banque royale du Canada. La méthode de calcul de ces institutions fait en sorte que les intérêts commencent à courir sur les nouveaux achats dès le premier jour du mois, lorsque le solde précédent n'a pas été acquitté intégralement. Pourtant, Option consommateur fait valoir que les banques ne peuvent imposer de frais de crédit sur les achats du mois avant le délai de grâce de 21 jours prévu par la Loi sur la protection du consommateur.

Dans le cas de Normand Painchaud, dont la cause servira de base au recours, American Express aurait facturé des frais de crédit en trop de 62,32 \$. Le plaignant réclame en outre 200 \$ en dommages exemplaires.

Option consommateur invite les clients qui possèdent des cartes de crédit de ces institutions financières à conserver leurs contrats ainsi que leur état de compte, pour être partie prenante au recours, si ce dernier est autorisé.